

RAPPORT WSRW - AVRIL 2019

P POUR PILLAGE

**Les exportations marocaines
des phosphates du Sahara
Occidental occupé**

Des compagnies de fertilisants du monde entier importent le phosphate controversé du Sahara Occidental, territoire sous occupation marocaine illégale. Ce rapport détaille celles qui sont impliquées dans le commerce en 2018.

2019 Avec
les
données
2018



WSRW WESTERN SAHARA
RESOURCE WATCH

Fin 2018, la compagnie canadienne Nutrien a mis fin à ses importations du minerai du conflit prélevé dans la mine de Bou Craa au Sahara Occidental occupé. Cela a marqué la fin de décennies d'importation en Amérique du nord des phosphates du territoire sahraoui. Les importations en Amérique du nord ont représenté autour de 50% de la production de Bou Craa.



Publié

le 8 avril 2019, Bruxelles.

Cette publication est rendue possible par une subvention de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (www.norad.no) au Comité norvégien de soutien au Sahara Occidental.

ISBN

978-82-93425-29-8

Page d'accueil

Le plus long convoyeur au monde transporte le phosphate des mines de Bou Craa jusqu'à la côte

Design

Lars Høie

Photos

Berserk Productions (p.1), Fondation Ahmed Mamin / Nushatta (p.2), Mohamed Dchira (p. 9), WSRW.org (30, 35, 37), Fabian Vornholt (p.24), John Hermans (p. 26a), Rick Vince (p.29), John Tordai (p. 39).

Le rapport peut être utilisé librement, en version imprimée ou en ligne. Pour des commentaires ou des questions sur ce rapport, contactez coordinator@wsrw.org

Sahara Occidental Resource Watch (WSRW) est une organisation internationale basée à Bruxelles. WSRW, ONG indépendante, travaille en solidarité avec le peuple du Sahara Occidental, pour enquêter et informer sur le pillage des ressources du territoire par le Maroc.

www.wsrw.org

www.twitter.com/wsrw

www.facebook.com/wsrw.org

www.instagram.com/wsrw_org

Pour approfondir ses recherches et intensifier ses campagnes internationales WSRW a besoin de votre aide. Pour tout don, consultez WSRW sur www.wsrw.org.



Synthèse

Toute vie sur la planète, et donc toute la production agricole, dépend du phosphore, symbole chimique P. Cet élément se trouve dans le minerai de phosphate et est transformé en engrais. Pour le peuple du Sahara Occidental, leur P ne se transforme pas en bénéfice. C'est plutôt le contraire.

Pour la sixième fois, Sahara Occidental Resource Watch publie un aperçu annuel détaillé des compagnies impliquées dans l'achat des phosphates du Sahara Occidental. Le minerai de phosphate illégalement exploité par le gouvernement marocain au Sahara Occidental est l'une des sources de revenus tirés par le Maroc des territoires qu'il occupe contre le droit international. Les représentants du peuple sahraoui se sont toujours ouvertement déclarés contre ce commerce, et l'ont exprimé devant l'ONU, à toute occasion, et aux entreprises concernées.

La liste présentée dans ce rapport est complète pour l'année civile 2018, et indique tous les chargements de phosphate du Sahara Occidental occupé. Les importations de la production marocaine au Sahara Occidental en 2018 sont attribuées à six entreprises de quatre pays du monde, tandis qu'environ 72 entreprises internationales ont été identifiées comme propriétaires ou exploitants des navires qui ont transporté le minerai de phosphate vers les importateurs.

L'année 2018 a été marquée par l'arrêt des exportations de minerai de phosphate en Amérique du Nord à la fin de l'année civile. Les importations nord-américaines, en cours depuis les années 1980, représentaient près de 50% des échanges en 2018. L'année a également été marquée par l'apparition de deux nouveaux clients, l'un en Inde et l'autre en Chine. Fait intéressant, l'importateur en Amérique du Nord, Nutrien, est le deuxième plus gros propriétaire de Sinofert Holdings - le nouvel acteur en Chine. Depuis que des navires transportant du phosphate du Sahara Occidental ont été arrêtés au Panama et au Cap en 2017, pas une seule cargaison n'a transité par le cap de Bonne-Espérance ou par le canal de Panama.

Le rapport détaille pour 2018 un volume d'exportation total depuis le Sahara Occidental de 1,93 million de tonnes en 2017, embarqué sur 33 vraquiers, pour une valeur estimée à 163,88 millions de \$US. Ces importations sont plus importantes que les ventes de 2017. Le plus gros importateur en 2018 a été le canadien Nutrien Ltd. L'opérateur le plus impliqué est Ultrabulk A/S du Danemark, qui a transporté 6 des 33 cargaisons.

Sur les six entreprises importatrices restant fin 2018, trois sont enregistrées sur les marchés boursiers internationaux, deux sont des coopératives appartenant à des agriculteurs en Nouvelle-Zélande, et une appartient en partie au gouvernement de l'Inde.

WSRW appelle toutes les entreprises impliquées dans ce commerce à mettre fin immédiatement à tous les achats et tous les transports de phosphate du Sahara Occidental jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée au conflit. Les investisseurs sont invités à interpellier les compagnies, ou à désinvestir si rien n'est fait.

Liste des abréviations

DWT ou TPL	Tonnes de Port en Lourd
OCP	Office Chérifien des Phosphates SA
ONU	Organisation des Nations Unies
US \$	Dollar américain

La controverse



Dans les territoires occupés un Sahraoui demande aux agriculteurs néo-zélandais de se réveiller. La nation du Pacifique est l'un des rares pays à encore importer du phosphate du Sahara Occidental. Les Sahraouis dans les territoires occupés et en exil ont toujours protesté contre ces importations.

La revendication de souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental n'est reconnue par aucun État, ni par l'ONU. Cette revendication a été rejetée par la Cour Internationale de Justice.¹

Le Bureau des affaires juridiques des Nations Unies a analysé la légalité de l'exploration et exploitation pétrolière au Sahara Occidental, une activité d'extraction des ressources - actuellement dans sa phase exploratoire - qui est d'une nature similaire à l'extraction du phosphate. L'ONU a conclu que « si des activités de prospection et d'exploitation devaient être entreprises au mépris des intérêts et de la volonté du peuple du Sahara Occidental, elles contreviendraient aux principes de droit international applicables aux activités touchant aux ressources minérales des territoires non autonomes. »²

Pourtant, quelques semaines seulement après l'invasion du territoire en 1975, le phosphate de la mine de Bou Craa au Sahara Occidental était exporté vers des entreprises d'engrais en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Europe et en Australasie. La mine de Bou Craa est gérée par l'Office Chérifien des Phosphates SA (OCP), compagnie nationale marocaine de phosphate maintenant connue comme OCP SA. La mine est responsable de la plus grande source de revenus du Maroc sur le Sahara Occidental.

Les Phosphates de Boucraa SA (Phosboucraa) est une filiale à part entière de l'OCP. Ses principales activités sont l'extraction, l'enrichissement, le transport et la commercialisation de minerai de phosphate de la mine de Bou Craa, jusqu'à l'exploitation du quai de chargement et de l'usine portuaire de traitement située sur la côte Atlantique, à El Aaiun. L'OCP déclare que la capacité annuelle de production des mines du Sahara Occidental est de 2,6 millions de tonnes.³ Bien que l'OCP affirme que les mines Bou Craa ne représentent que 1% de toutes les réserves de phosphate exploitées par le Maroc⁴, pas moins d'un quart de la roche de phosphate exportée part de El Aaiun.⁵ La qualité exceptionnelle du minerai de

phosphate du Sahara Occidental en fait un produit très convoité des producteurs d'engrais.

Cependant, cette histoire pourrait toucher à sa fin. Le gisement de phosphate de Bou Craa est composé de deux couches. Jusqu'à présent, seule la couche supérieure était extraite. Cette couche contient notamment le minerai de phosphate de la plus haute qualité de toutes les réserves contrôlées par l'OCP. En 2014, les mines de phosphate de Bou Craa sont passées à l'exploitation de la deuxième couche, d'une qualité inférieure.⁶ Le Maroc a maintenant vendu la totalité du phosphate de haute qualité qui aurait dû être disponible pour le peuple sahraoui dès son autodétermination.

L'OCP affirme aussi que Phosboucraa est le plus grand employeur privé de la région, avec plus de 2 100 employés⁷ - dont plus de la moitié sont dits être recrutés localement. L'OCP affirme également que Phosboucraa est un acteur majeur de la viabilité économique et du bien-être des habitants de la région. L'OCP vante également l'impact social de Phosboucraa, affirmant verser des pensions aux retraités, offrir des avantages médicaux et sociaux pour les employés, les retraités et leurs familles, etc.⁸ L'OCP présente les prétendus avantages économiques et sociaux comme justification à son exploitation de mines de phosphate à l'extérieur des frontières établies de longues dates et internationalement reconnues du Maroc.⁹

Le Maroc utilise le phosphate de Bou Craa dans son lobbying politique afin de gagner le soutien d'autres pays à son occupation illégale. Un document officiel du gouvernement marocain, divulgué en 2014, affirme que les ressources du Sahara Occidental, y compris le phosphate, doivent être utilisées « pour impliquer la Russie dans des activités au Sahara ». Le document poursuit en disant que « en retour, la Russie pourrait garantir un gel sur le dossier Sahara au sein de l'ONU. »¹⁰

“Le Sahara Occidental est sous occupation marocaine depuis 1975 et figure sur la liste onusienne des territoires non autonomes qui doivent être décolonisés. Le conseiller juridique de l’ONU a déclaré en janvier 2002 que l’exploration des ressources minérales au Sahara Occidental sans le consentement local violerait le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.”

Fonds de pension du gouvernement suédois, AP- Fonden, sur l'exclusion de PotashCorp et Incitec Pivot de ses portefeuilles.¹¹

“Les achats de phosphates du Sahara Occidental par Agrium selon un contrat à long terme avec l’OCP constituent un risque inacceptable de complicité dans la violation des règles éthiques fondamentales, et contrevient ainsi aux directives de KLP pour un investissement responsable”

La compagnie d'assurance norvégienne KLP concernant ses désinvestissements d'Agrium Inc.¹²

“L’exploitation des phosphates par la société au Sahara Occidental est considérée comme une violation de l’article 73 de la Charte des Nations Unies, de l’article 55 de la Convention de La Haye, de l’avis Corell et, partant, du point 12 des principes directeurs de l’ONU (relatifs aux entreprises et aux droits de l’homme) et de l’article 4 des principes directeurs de l’OCDE ”

MP Pension, Danemark. Décision d'exclure l'OCP de l'univers d'investissement, 17 janvier 2019.¹³

“Opérations en territoire occupé (Sahara Occidental)”

Fonds de compensation au régime général de pension, Luxembourg, le 23 novembre 2018, en référence à toutes les sociétés de phosphates concernées.¹⁴

“Nutrien est exclu pour violation des règles internationales du fait de la poursuite de son approvisionnement en minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé, sans le consentement du peuple Sahraoui.”

Nykredit Realkredit Group, Danemark, expliquant son exclusion de Nutrien, avril 2018.¹⁵

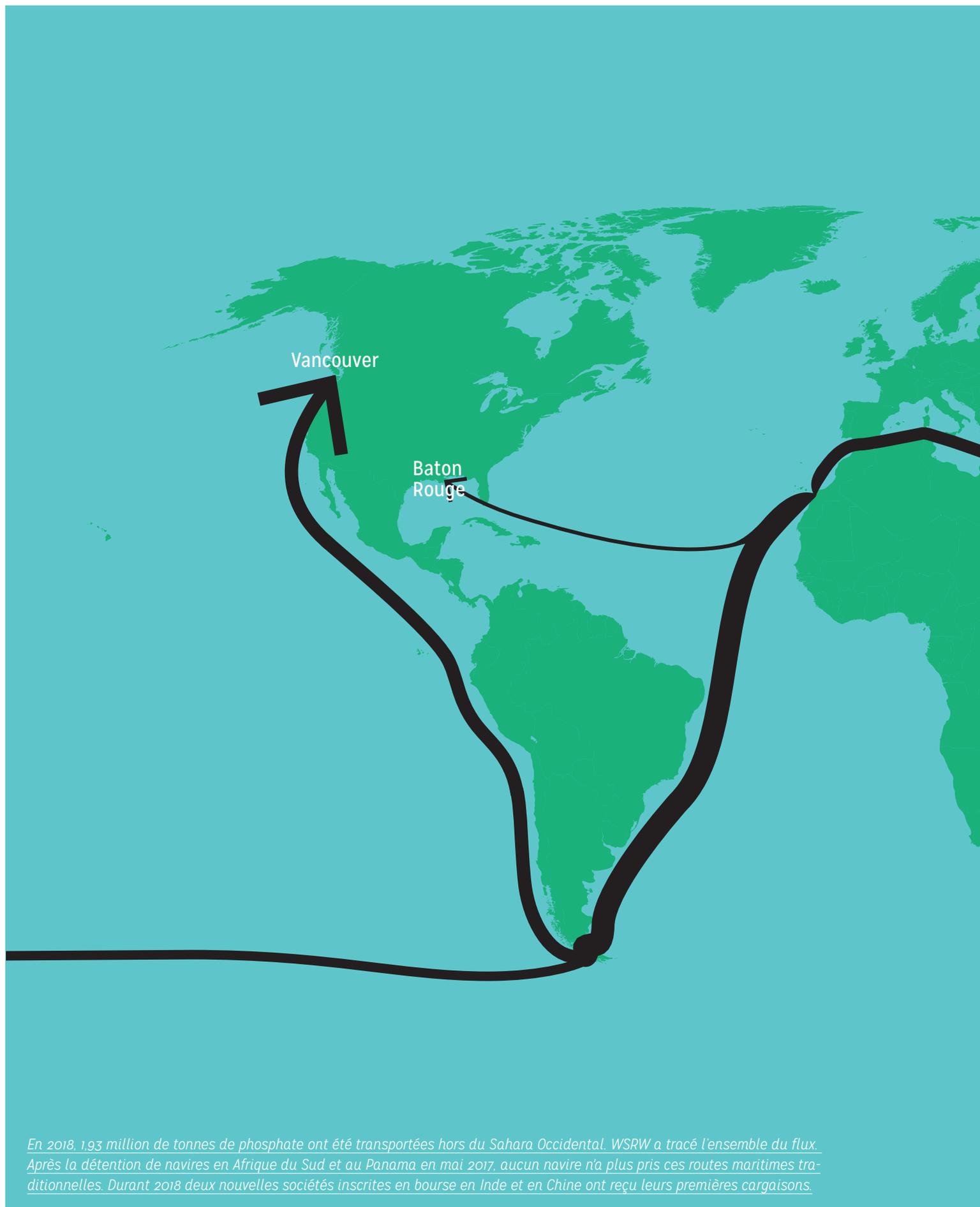
“Les violations des droits de l’homme au Sahara Occidental”

PGB Pensioenfond, Pays-Bas, troisième trimestre de 2015, sur l'exclusion de l'OCP SA de ses portefeuilles.¹⁶

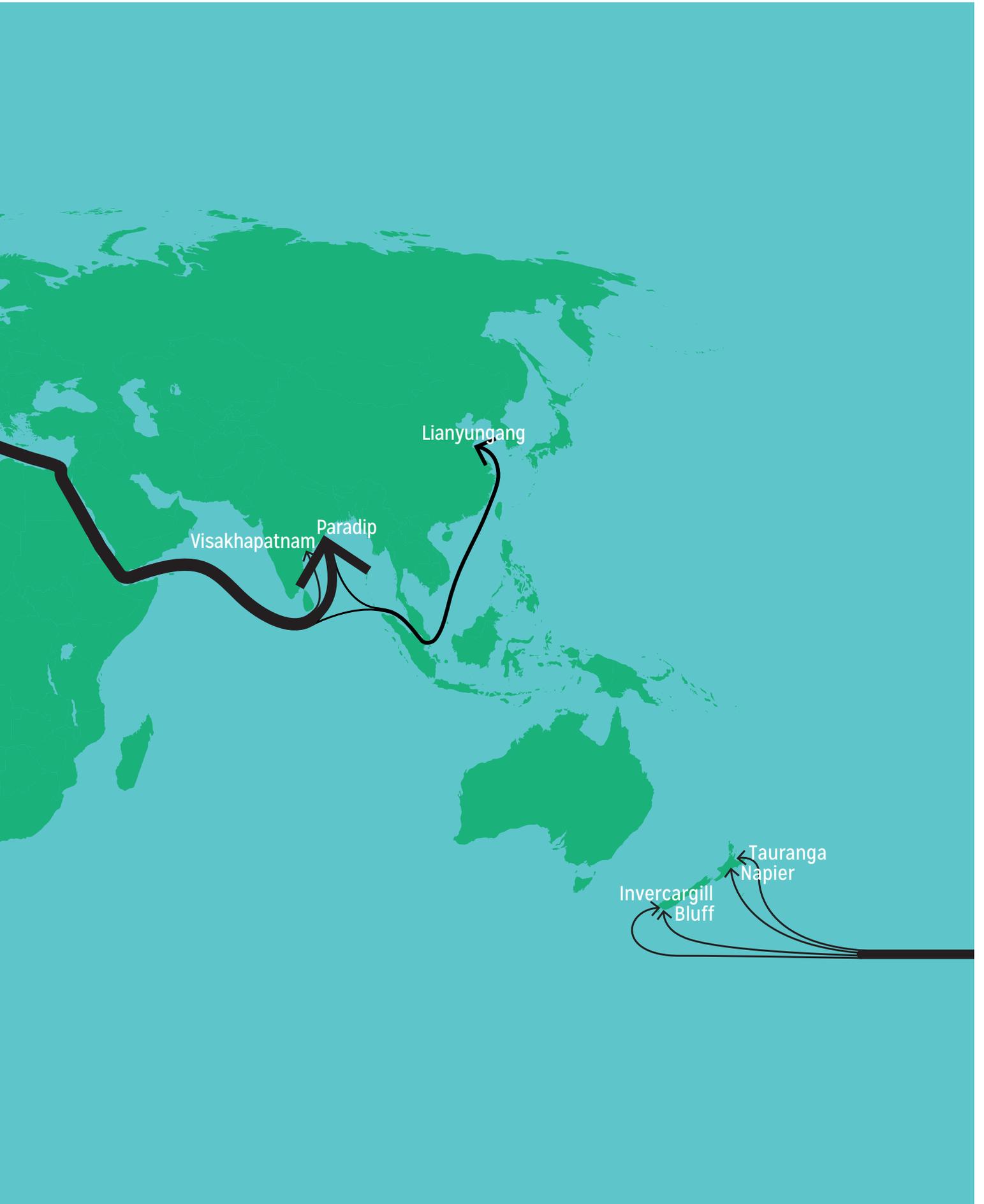
“Le Conseil éthique ne croit pas que la compagnie a été en mesure de prouver que l’exploitation de phosphate se fait en conformité avec les intérêts et les désirs des Sahraouis. Sur la base de l’évaluation selon laquelle un dialogue plus poussé ne sera pas productif, le Conseil a recommandé aux Fonds AP de désinvestir d’Agrium.”

Conseil éthique suédois, le 9 avril 2015, expliquant pourquoi tous les fonds du gouvernement suédois ont désinvesti d'Agrium Inc.¹⁷

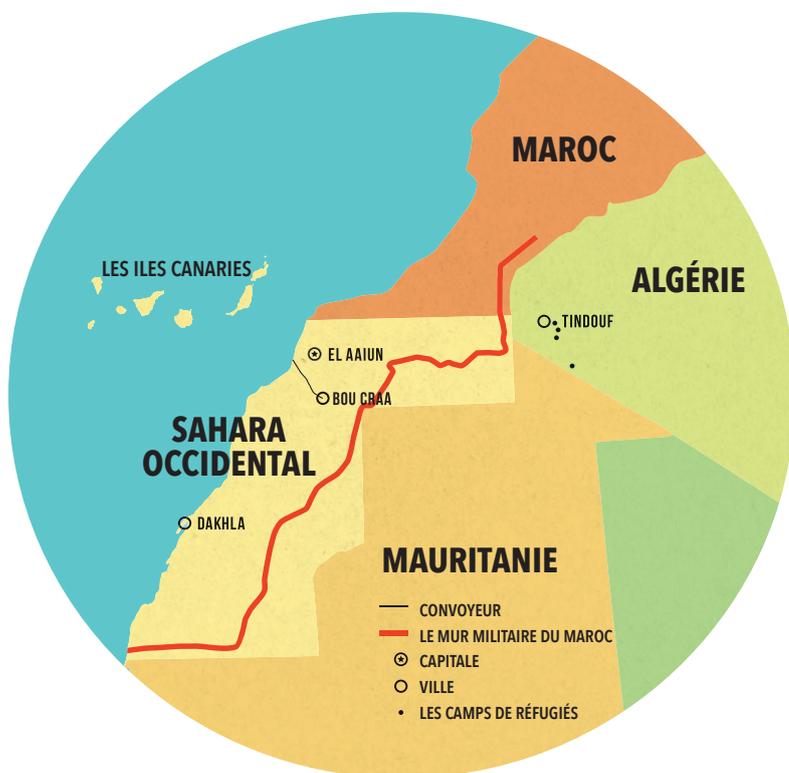
Les cargaisons



En 2018, 1,93 million de tonnes de phosphate ont été transportées hors du Sahara Occidental. WSRW a tracé l'ensemble du flux. Après la détention de navires en Afrique du Sud et au Panama en mai 2017, aucun navire n'a plus pris ces routes maritimes traditionnelles. Durant 2018 deux nouvelles sociétés inscrites en bourse en Inde et en Chine ont reçu leurs premières cargaisons.



La prise de contrôle marocaine de la mine de Bou Craa



1947 : Les réserves de phosphate du Sahara Occidental sont découvertes à 130 km au sud-est de El Aaiun dans un endroit appelé Bou Craa. La découverte de réserves de phosphate est la première source potentielle de revenus miniers pour la puissance coloniale, l'Espagne.¹⁸

Juillet 1962 : L'Empresa Nacional Minera del Sahara est fondée pour exploiter la mine, détenue par une entreprise du secteur industriel public espagnol.

Mai 1968 : L'entreprise est rebaptisée Fosfatos de Bucraa, SA, également connu comme Phosboucraa ou Fos Bucraa.

1972 : L'Espagne commence à exploiter les mines. De nombreux Espagnols sont employés dans les mines, de même que les Sahraouis, la population autochtone du Sahara espagnol, nom sous lequel le territoire est connu à l'époque.

1975 : La montée de la pression internationale pour décoloniser pousse l'Espagne à parvenir à une stratégie de retrait du Sahara espagnol. Une mission de l'ONU envoyée au Sahara espagnol en vue de la prévision d'un référendum prédit que le Sahara Occidental pourrait bien devenir le deuxième exportateur mondial de phosphates, après le Maroc. Le maintien d'une revendication sur les gisements de phosphate était un facteur clé pour la puissance coloniale. Échouant à décoloniser le Sahara Occidental correctement en permettant au peuple du territoire d'exercer son droit à l'autodétermination, l'Espagne par les accords

de Madrid transfère illégalement l'administration du territoire au Maroc et à la Mauritanie, tout en conservant une part de 35 % des mines de Bou Craa. Aucun État au monde, ni l'ONU, ni le peuple du Sahara Occidental, n'a reconnu le transfert de l'autorité de l'Espagne à ces deux États. La Mauritanie s'est retirée en 1979 et a admis s'être trompée d'avoir revendiqué et occupé le territoire. Dans le même temps en 1975, retrouvant son autorité après l'échec de deux coups d'État, le roi Hassan II du Maroc ordonne à l'armée marocaine d'envahir le Sahara Occidental. Le Roi a peut-être espéré que cela donnerait au Maroc un meilleur levier pour déterminer les prix mondiaux du phosphate, comme l'OPEP sur le prix du pétrole.¹⁹

1 Janvier 1976 : Les accords de Madrid entrent en vigueur et après une période de transition de 16 mois, l'OCP prend en charge la gestion des mines.²⁰

2002 : L'Espagne vend sa part de 35% de Bou Craa.

2014 : L'OCP introduit à la Bourse irlandaise une première souscription d'obligations pour 1,55 milliard de \$.²¹ Il y déposera un an plus tard un prospectus pour un placement similaire.²²

2019 : Le Maroc continue à exploiter la mine au Sahara Occidental occupé. Les exportations des dernières années ont généré pour le Maroc un revenu annuel d'environ 200 millions de dollars US en moyenne, provenant d'une mine qui ne lui appartient pas.



De grands projets

Un programme d'investissement et de développement d'une valeur de 2,45 milliards de dollars US est développé par l'OCP pour la période 2012-2030. Durant cette période, le programme viserait à moderniser la mine de Bou Craa, à développer l'extraction des couches de phosphate plus profondes, à créer des produits à plus forte valeur ajoutée pour les exportations, à accroître la capacité du port d'El Aaiun pour les activités sur le phosphate et à élargir les projets de développement sociaux et durables dans la zone de Bou Craa.²³

L'OCP indique que, dans le cadre de son programme d'investissement à long terme, des investissements de développement industriel sont prévus, tels que les investissements miniers (d'une valeur d'environ 250 millions \$ US), qui comprendront la construction d'une unité de flottation/lavage, la modernisation des équipements d'extraction, ainsi que de nouvelles infrastructures pour extraire des couches de phosphate inférieures.²⁴

Le 7 novembre 2015, exactement 40 ans après l'invasion du Sahara Occidental par le Maroc, l'OCP a annoncé qu'il allait investir 1,9 milliard de \$ dans Phosboucraa. Le principal objectif déclaré est de développer la capacité industrielle de Phosboucraa, notamment par l'installation d'une usine de production d'engrais. En outre, la capacité logistique de Phosboucraa va apparemment être renforcée.²⁵ Les travaux seraient actuellement en cours en 2019.

Pic P

Le phosphate est un composant essentiel des engrais desquels dépendent la production et la sécurité alimentaire mondiale. Il existe depuis quelque temps des préoccupations sur cette dépendance de la population mondiale à une réserve limitée de phosphore, et sur ses implications sur la productivité agricole, les prix des aliments et de la nourriture de la population mondiale, en particulier dans les pays en développement. Le terme « pic phosphore » a rejoint la notion de « pic pétrolier » dans le lexique des pénuries du 21^{ème} siècle. Il n'existe aucun substitut au phosphore dans l'agriculture.

La zone Maroc, augmentée ou non du Sahara Occidental, contrôle les plus grandes réserves de phosphate au monde et fait du Maroc le second plus grand producteur de phosphates au niveau international.²⁶

Le besoin mondial croissant en minerai de phosphate et en engrais a été un des facteurs des fluctuations étranges du prix du marché du minerai en 2008. Comme les prix de la demande alimentaire mondiale et de l'alimentation ont augmenté, il y a eu une demande accrue de phosphate. Pour l'année 2018, le prix mondial du minerai de phosphate a varié de 70 à 92,5 \$/tonne. Dans ce rapport, le prix moyen utilisé est donc de 85 \$/tonne de phosphate.

Le convoyeur le plus long du monde (ci-dessous) transporte la roche de la mine jusqu'à la mer. Continental et Siemens sont des partenaires clés de ce tapis roulant. Les éoliennes Siemens, construites en 2013, fournissent toute l'énergie nécessaire à l'installation.

Les exportations

	2017	2018
Quantité de phosphate exporté	1 591 840 tonnes	1 928 000 tonnes
Valeur du phosphate exporté	142,74 millions \$	163,9 millions \$
Coût estimé de la production	80 millions \$	80 millions \$
Recette estimée pour l'OCP	62 millions \$	84 millions \$
Valeur du plus gros chargement sorti du territoire	7 084 millions \$	6,715 millions \$
Valeur du plus petit chargement sorti du territoire	1,524 millions \$	4,420 millions \$
Nombre de navires partis avec du phosphate du territoire	27	33
Montant moyen de phosphate exporté dans chaque navire	59 000 tonnes	58 400 tonnes
Valeur moyenne de phosphate exporté à chaque expédition	5,3 millions \$	4,97 millions \$
Prix annuel moyen de minerai de phosphate de Bou Craa utilisé pour les calculs dans ce rapport (par tonne)	89,67 \$	85 \$

Methodologie

Ce rapport est établi à partir des données recueillies dans le cadre du suivi continu des navires. Les prix des phosphates ont été établis avec la tarification des produits commerciaux du site « Index Mundi », comparé à d'autres sources. Comme les contrats d'approvisionnement à long terme entre l'OCP et ses clients sont susceptibles d'inclure des prix fixes qui ne sont pas divulgués, le présent rapport utilise le prix moyen annuel de 85 \$ US pour le marché du minerai de phosphate.

Les quantités de phosphate chargées dans les navires ont généralement été calculées à 97 % du fret total du navire (et du combustible de soute et réserves), capacité exprimée en tonnes de port en lourd (Tpl). Les navires ont été suivis et leurs arrivées confirmées aux destinations indiquées. Lorsque cela est possible, les montants

estimés ont été vérifiés par le biais de documents d'expédition, y compris les connaissements et reçus d'arrivée au port. WSRW pense avoir détecté, suivi et pris en compte tous les navires au départ du port de El Aaiun pour 2018. Cependant WSRW ne peut exclure la possibilité qu'un navire ou d'avantage n'aient pu être détectés.

Fluctuation des niveaux d'exportation

En général, les calculs de WSRW au cours des dernières années sont confirmés dans les rapports de l'OCP.

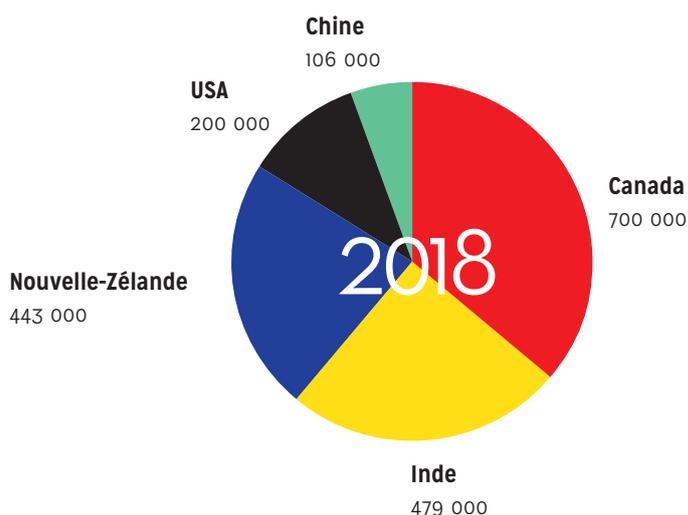
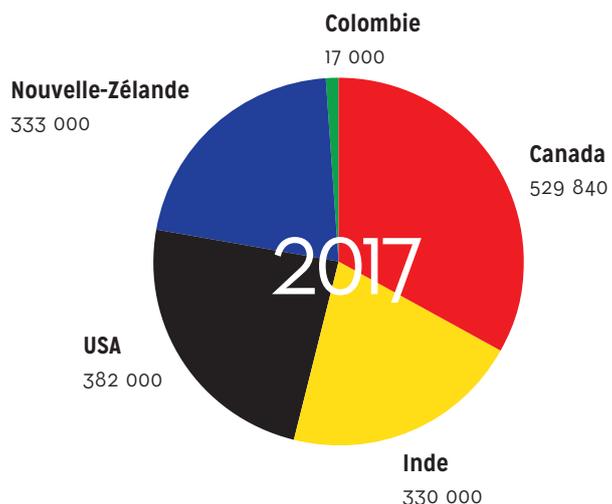
Jusqu'en 2006, l'exportation de phosphate était en moyenne de 1,1 million de tonnes par an, considérablement inférieure à la capacité de production de 2,6 millions de tonnes.²⁷ À la fin des années 1970, la production s'est arrêtée pendant les trois ans du conflit armé sur le territoire, pour atteindre progressivement 2 millions de tonnes à la fin des années 1990. WSRW a commencé le suivi quotidien en 2011. Notre premier rapport a estimé les exportations OCP des phosphates extraits à Bou Craa à 1,8 million de tonnes en 2012 et 2,2 millions de tonnes en 2013. La projection de WSRW de 2,1 millions de tonnes de phosphate de Bou Craa en 2014 a été confirmée dans le volume des phosphates

« traités » mentionnés dans le Prospectus d'OCP déposé à la Bourse irlandaise.²⁸ Après le niveau exceptionnellement bas des exportations en 2015, le volume de 2016 est plus conforme aux niveaux observés dans le passé. Les approximations de WSRW concernant les volumes exportés pour 2015, 2016 et 2017 sont confirmées par les données indiquées dans le prospectus de l'OCP à la Bourse de Casablanca.²⁹

L'OCP estime les réserves de Bou Craa à 500 millions de tonnes.³⁰ Bou Craa contribue aux environs de 7% des volumes totaux extraits par l'OCP et à environ 25% de ses ventes totales de minerai de phosphate.³¹

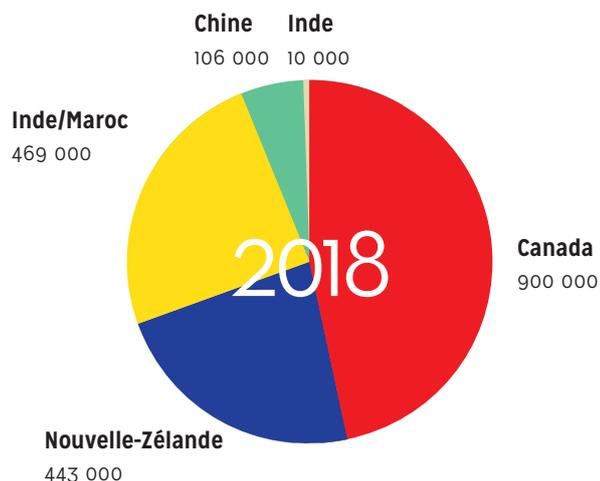
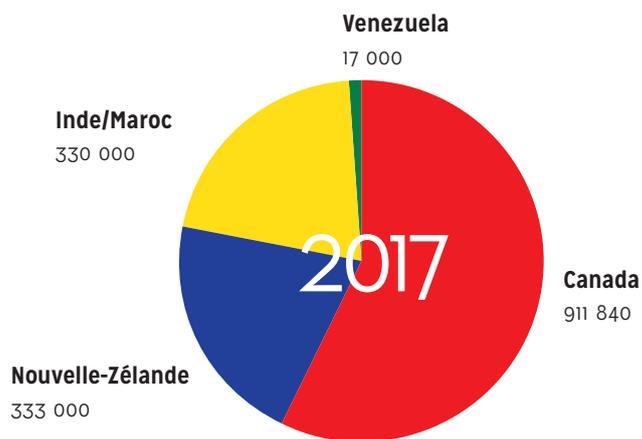
Importations par pays importateurs

En tonnes



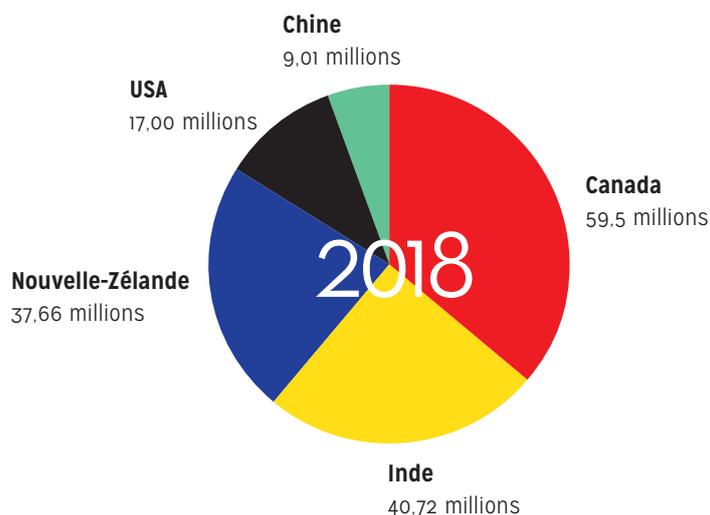
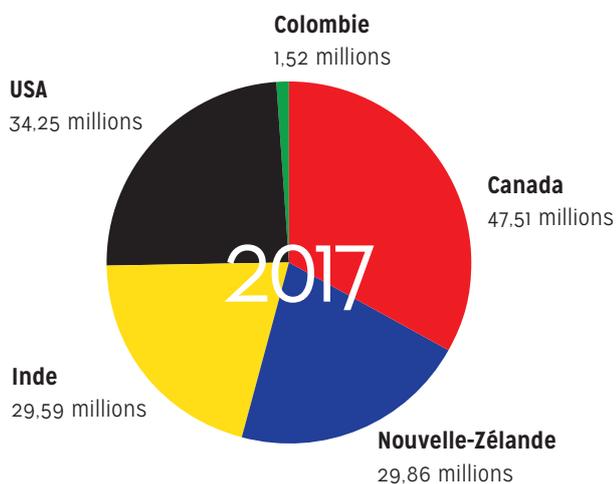
Clients par nationalité de la compagnie

En tonnes



Valeur par pays importateur

En \$ US



Les importateurs 2018

Rang	Nom de la compagnie	Pays de la maison mère	Destination de l'importation	Nombre de chargements	Poids de l'achat de phosphate (tonnes)	Valeur des phosphates achetés (\$US)
1	Nutrien Ltd.	Canada	Vancouver, Canada and Baton Rouge, United States	15	900 000	76,50 millions
2	Paradeep Phosphates Ltd.	Inde/Maroc	Paradip, Inde	9	469 000	39,87 millions
3	Ballance Agri-Nutrients Ltd.	Nouvelle-Zélande	Tauranga/Bluff Cove/Invercargill, Nouvelle-Zélande	5	227 500	19,34 millions
4	Ravensdown Fertiliser Co-op Ltd.	Nouvelle-Zélande	Napier, Nouvelle-Zélande	5	215 500	18,32 millions
5	Sinofert Holdings Ltd	Chine	Lianyungang, Chine	2	106 000	9,01 millions
6	Coromandel Ltd	Inde	Visakhapatnam, Inde	1	10 000	850 000

Quelques incertitudes :

Le navire Amoy Action a visité Paradip (Inde) et Lianyungang (Chine) lors du même voyage. Nous avons fait l'hypothèse qu'une moitié de la cargaison est allée à Paradip et l'autre moitié à Sinofert Holdings.

Le navire SBI Jaguar a visité Visakhapatnam (Inde) et Paradip (Inde) lors du même voyage. Nous estimons que 10 000 tonnes étaient destinées à Coromandel Ltd et 52 000 tonnes aux phosphates Paradeep.³²

Les navires Ocean Adore et African Sunbird ont visité les ports de Tauranga et de Napier. Considérant que Tauranga est un port d'importation pour Ballance Agri-Nutrients et que Napier est un port d'importation pour Ravensdown, le présent rapport suppose qu'une moitié de la cargaison des deux navires a été acheminée vers chacune des deux coopératives néo-zélandaises.

“Les entreprises qui achètent des phosphates du Sahara Occidental soutiennent en réalité la présence du Maroc sur le territoire, étant donné que le phosphate est commercialisé par la compagnie nationale marocaine OCP et qu'il est à probable que les revenus générés par l'opération vont en grande partie à l'Etat marocain. Dans sa forme actuelle, l'extraction par l'OCP des ressources en phosphate au Sahara Occidental constitue une violation grave des règles. Ceci est dû à la fois au fait que les souhaits et les intérêts de la population locale ne sont pas respectés et au fait que l'opération contribue à la persistance de la situation juridique internationale non résolue, et ainsi à la présence du Maroc et son exploitation des ressources dans un territoire sur lequel il n'a pas de souveraineté légitime.”

Le Conseil d'Éthique du fonds de pension du gouvernement norvégien, à propos d'une mise sur liste noire d'Innophos Holdings Inc. en janvier 2015.³³

Les auxiliaires de l'OCP pour la mine

La compagnie allemande Siemens fournit toute l'énergie nécessaire à l'exploitation marocaine minière illégale du phosphate au Sahara Occidental.

La réfugiée sahraouie Khadja Bedati a interpellé Siemens lors des assemblées générales annuelles 2018 et 2019 de l'entreprise. Siemens n'a pas répondu à ses questions.



SIEMENS

La compagnie allemande d'ingénierie Siemens a construit en 2013 le parc éolien de Foug el Oued au Sahara Occidental occupé. Le parc a été commandé par l'agence nationale marocaine d'électricité, l'ONEE. Siemens a collaboré avec la société marocaine d'énergie éolienne NAREVA - propriété du roi du Maroc. Foug el Oued, composé de 22 éoliennes fournit aujourd'hui 95% des besoins énergétiques de Phosboucraa. En d'autres termes : la quasi-totalité de l'énergie requise pour l'exploitation et le transport du phosphate au Sahara Occidental est générée par les éoliennes livrées par Siemens. La production d'énergie verte rend le pillage marocain du territoire encore plus lucratif.³⁴ WSRW a écrit à Siemens le 7 décembre 2017 concernant ses opérations sur le territoire. La compagnie a répondu qu'elle « s'abstenait de prendre position ou de porter des jugements sur des questions de droit international ». En 2018, Siemens a confirmé à WSRW avoir prolongé de 15 ans le contrat de maintenance du parc de Foug el Oued. La société a toujours refusé de dire si elle avait demandé l'assentiment du peuple du Sahara Occidental pour ses projets sur le territoire.³⁵

ATLAS COPCO

L'entreprise industrielle suédoise Atlas Copco a, en 2008, vendu d'importantes foreuses à l'OCP pour une utilisation dans la mine de Bou Craa. Avec les ventes, Atlas Copco s'est engagé à fournir des pièces de rechange et de maintenance aux mêmes plates-formes. On ne sait pas pour combien d'années Atlas Copco est lié par ce contrat. WSRW a d'abord contacté Atlas Copco au sujet de ses livraisons en mai 2013.³⁶ Alors que la compagnie semblait d'abord encline à rencontrer WSRW, elle a plus tard refusé. WSRW a envoyé à Atlas Copco un autre courrier le 27 mars 2017, détaillant nos préoccupations et questions.³⁷ Atlas Copco a envoyé une courte lettre le 10 avril 2017, ne répondant à aucune question.³⁸ En mars 2019, WSRW a renvoyé ses questions, ainsi que d'autres questions concernant la documentation d'Atlas Copco qui décrit le Sahara Occidental comme partie du Maroc.³⁹

CONTINENTAL

Filiale de la compagnie allemande Continental, ContiTech joue un rôle clé dans la maintenance du long convoyeur de phosphate OCP qui va de la mine à la mer. La compagnie a déclaré avoir fourni des systèmes permettant un débit, sur le tapis roulant de « 2000 tonnes par heure et une vitesse de plus de quatre mètres par seconde ».⁴⁰ Son contrat expirera le 20 juin 2020, selon un courrier de la société à WSRW en mars 2019. WSRW a adressé son premier courrier à la compagnie le 29 mars 2017.⁴¹ Continental a répondu le 10 avril que l'installation de production était opérationnelle en avril 2017 et que la société recevait toujours des commandes de « tous les sites OCP, y compris Phosboucraa, pour tous les types de convoyeurs ». ContiTech a également déclaré que « le jugement de la CJUE affirme que le Sahara Occidental ne peut pas être considéré comme inclus dans certains accords établis par l'UE et le Royaume du Maroc. Nos activités commerciales ne sont pas incompatibles avec une telle décision. De plus, le respect de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme est un principe essentiel. Il crée le cadre de nos opérations et est une condition préalable à notre succès. »⁴²

Les nationalités des transporteurs

	Nombre de navires	Volume transporté En tonnes	Valeur en \$
Pays du propriétaire enregistré			
Iles Marshall	10	576 000	48 960 000
Panama	5	291 000	24 735 000
Hong Kong	5	275 000	23 375 000
Liberia	4	268 000	22 780 000
Japon	3	174 000	14 790 000
Malte	3	173 000	17 705 000
Pays-Bas	2	112 000	9 520 000
Danemark	1	59 000	5 015 000
Pays du gérant			
Danemark	6	356 000	30 260 000
Liberia	3	196 000	16 660 000
Iles Marshall	3	171 000	14 535 000
Hong Kong	3	167 000	14 195 000
Pays-Bas	3	165 000	14 025 000
Turquie	2	120 000	10 200 000
Japon	2	115 000	9 775 000
Chine	2	108 000	9 180 000
Corée du sud	2	107 000	9 095 000
Chypre, Grèce, Monaco, Singapour, Suisse, GB, USA	1 chacun		
Propriétaire du groupe nationalité enregistrée			
Japon	6	345 000	29 325 000
Chine	4	221 000	18 785 000
Grèce	3	191 000	16 235 000
Iles Marshall	3	174 000	14 790 000
Inconnu	3	173 000	14 705 000
Turquie	2	120 000	10 200 000
Pays-Bas	2	112 000	9 520 000
Bermudes, Danemark, Liberia, Monaco, Norvège, Singapour, Corée du sud, Suisse, GB, USA	1 chacun		
Propriétaire du groupe nationalité de la majorité des actionnaires			
Grèce	6	421 000	35 785 000
Japon	6	345 000	29 325 000
Chine	4	221 000	18 785 000
Inconnu	3	173 000	14 705 000
Turquie	2	120 000	10 200 000
Pays-Bas	2	112 000	9 520 000
Bermudes, Danemark, Monaco, Norvège, Singapour, Corée du sud, Suisse, GB, USA	1 chacun		
Pavillon			
Panama	11	656 000	55 760 000
Iles Marshall	10	576 000	48 960 000
Liberia	4	246 000	20 910 000
Hong Kong	4	221 000	18 785 000
Malte	3	173 000	14 705 000
Grèce	1	56 000	4 760 000
P&I Club (mutuelle maritime de protection et indemnisation)			
The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association	7	478 000	40 630 000
Japon Ship Owners Mutual P&I	5	285 000	24 225 000
GB P&I Club	3	247 000	20 995 000
Britannia Steam Ship Insurance Association	3	177 000	15 045 000
North of England P&I Association	3	177 000	15 045 000
GARD AS	3	174 000	14 790 000
SKULD	2	113 000	9 605 000
The Swedish Club, The Standard Club, Chine Shipowners Mutual Assurance Association, Steamship Mutual et Inconnu	1 chacun		

Le cas des produits pillés



Le 1er mai 2017, le vraquier NM Cherry Blossom a été arraisonné à Port Elizabeth selon une ordonnance du tribunal, à la demande de la République Sahraouie (RASD). Le navire avait seulement prévu une brève escale afin de prendre du carburant sur le long voyage du Sahara Occidental vers la Nouvelle-Zélande. Peu de temps après son entrée au port, la RASD a présenté une requête à la Haute Cour sud-africaine, affirmant que la cargaison de 55 000 tonnes avait été illégalement extraite et exportée du Sahara Occidental par le gouvernement marocain.

Le 15 juin, un grand panel de trois juges de la Haute Cour à Port Elizabeth a confirmé l'acceptabilité de l'ordonnance du 1er mai 2017 et a décidé que l'affaire devait être jugée.⁴³ Le problème juridique central était la question des droits sur la cargaison : qui en est propriétaire, l'importateur néo-zélandais peut-il l'avoir légalement acquise après avoir été averti pendant des années par les autorités sahraouies ?

OCP SA, la compagnie nationale de phosphate du Maroc, a racheté la marchandise à Ballance, agissant ainsi comme propriétaire dans les procédures judiciaires. En juillet, cependant, OCP SA décidait de laisser tomber son droit sur la cargaison, accusant le tribunal sud-africain de rendre « un avis politique transparent » et de commettre « un grave abus de pouvoir », et ainsi de saboter le « processus de résolution de l'ONU ».⁴⁴

Le 23 février 2018, la Haute Cour a confirmé que la RASD était propriétaire de la totalité de la cargaison du NM Cherry Blossom. Ni OCP SA ni Phosphates de Boucraa SA n'en ont jamais été légalement propriétaires et n'avaient le droit de vendre le minerai de phosphate à Ballance Agri-Nutrients.⁴⁵

C'est le premier cas de ce genre contre le pillage des ressources du territoire.⁴⁶ Il illustre l'augmentation du risque juridique et financier des entreprises participant au pillage illégal du Sahara Occidental. Ce risque est exacerbé depuis le jugement de la Cour de justice de l'UE le 21 décembre 2016 et sa conclusion rappelant que le Sahara Occidental a un statut séparé et distinct de tout autre pays au monde, ce qui inclut le Maroc.⁴⁷

La valeur du fret du NM Cherry Blossom était d'environ 5 millions de dollars US. Cela équivaut à environ dix pour cent de l'aide humanitaire accordée annuellement aux camps de réfugiés sahraouis en Algérie, dont les habitants sont les véritables propriétaires du minerai.

En 2017, en attendant que l'affaire soit jugée, l'affrètement s'est plaint au tribunal de la perte financière causée à la compagnie maritime par le délai. D'après les documents judiciaires que WSRW a obtenus, l'entreprise Furness Withy Chartering déclare que les frais de détention du navire s'élèvent à 10 300 \$US par jour.

Le navire a finalement pu repartir en mai 2018, après 370 jours de détention. L'affrètement a perdu environ 3,5 millions de \$US.

L'arrêt en Afrique du Sud a été un incident ponctuel pour l'importateur néo-zélandais Ballance Agri-Nutrients. Tous les navires pour la Nouvelle-Zélande se déplaçaient habituellement vers l'ouest par l'Amérique du Sud et le Pacifique. À la connaissance de WSRW, les navires à destination de la Nouvelle-Zélande n'avaient auparavant jamais emprunté la route Afrique du Sud et Océan Indien. Pourtant, les ports sud-africains sont régulièrement utilisés pour l'approvisionnement des navires venant du Sahara Occidental et à destination de l'Inde et l'Australie. Après les détentions des navires en Afrique du Sud et Panama, aucun navire transportant de telles cargaisons n'a pris ces routes.

OCP

L'OCP SA est une entreprise nationale marocaine qui, depuis 1975, exploite la mine au Sahara Occidental par l'intermédiaire de sa filiale Phosphates de Boucraa S.A. L'OCP a revendiqué la propriété de la cargaison devant le tribunal sud-africain.

Financé par les 200 millions de dollars annuels du pillage du Sahara Occidental, l'OCP a engagé une grande troupe de cabinets d'avocats en droit international et de compagnies de relations publiques pour défendre son cas et gérer l'image de ses opérations.⁴⁸

RASD

La République arabe sahraouie démocratique (RASD) représente le peuple du Sahara Occidental devant la cour. La RASD n'est pas reconnue comme un État membre de l'ONU, mais elle est un membre à part entière de l'Union Africaine. La République Sahraouie représente à la fois le peuple du Sahara Occidental qui a fui l'invasion marocaine et celui qui vit sous occupation marocaine. La structure de l'État se chevauche avec celle du Front Polisario, que l'ONU reconnaît comme le mouvement de libération nationale du territoire.

La cour de Panama a relâché le navire

Le 17 mai 2017, un tribunal maritime du Panama a ordonné la détention du navire Ultra Innovation, transportant du minerai du Sahara Occidental pour Agrium au Canada, par le port de Vancouver. 30 heures plus tard, une garantie financière a été engagée par la compagnie maritime pour la libération du navire. Le 5 juin, le tribunal maritime de Panama a décidé, sans organiser d'audience formelle, que la question ne pouvait être réglée par cette juridiction. D'après ce que WSRW comprend, les autorités sahraouies ont fait appel de la décision et envisagent l'utilisation des tribunaux de commerce du pays pour les poursuites judiciaires futures, contre les navires et les compagnies maritimes.

Port Elizabeth

Les acteurs devant la cour



Navire :

NM Cherry Blossom

IMO :

9703655

Flag :

Iles Marshall

Cargaison estimée de minerai de phosphate :

55 000 tonnes

Opérateur:

AM Nomikos

Départ:

El Aaiun, Sahara Occidental, 13 avril 2017

Arrestation :

Port Elizabeth, Afrique du Sud, 1 mai 2017

Libération le 8 mai 2018.

Marchandises vendues aux enchères :

Le tribunal a ordonné la vente aux enchères de la cargaison, terminée le 19 avril 2018



FURNESS WITHY CHARTERING et MAERSK

L'affrèteur de la cargaison à destination de la Nouvelle-Zélande était Furness Withy, une compagnie d'exploitation et de courtage de cargaison sèche basée à Londres / Melbourne qui faisait alors partie de la société allemande Hamburg Süd. Cette entité était en soi entièrement détenue par l'Oetker Group, particulièrement connu internationalement pour ses pizzas congelées Dr Oetker. Mais sa branche d'expédition était apparemment responsable de l'affrètement de navires provenant du Sahara Occidental depuis de nombreuses années, probablement par l'intermédiaire de sa filiale en Australie, qui traite les cargaisons en vrac Australie-Europe.⁵⁰

WSRW a identifié environ 20 probables transports - mais non confirmés - Furness / Oetker au cours de la dernière décennie. À l'arrivée du navire Furness Karumba en Australie en 2008, des représentants du syndicat maritime d'Australie sont montés à bord du navire pour remettre au capitaine une lettre de protestation contre le commerce des phosphates sahraouis. La lettre a également été envoyée aux entreprises impliquées dans le transport, ainsi qu'à l'importateur local.⁵²

Le 14 mars 2017, Oetker Group a annoncé un accord visant à vendre sa filiale Hamburg Süd à la compagnie danoise Maersk.⁵³ La prise de contrôle par la compagnie danoise a été effective le 30 novembre 2017.⁵⁴ En juin 2018, Maersk a annoncé son intention de mettre fin aux engagements historiques des transports de Hamburg Süd depuis le Sahara Occidental. "Le contrat expire en 2018 et aucun autre contrat n'est prévu par la suite", écrit la société.⁵⁵



AM NOMIKOS

AM Nomikos Transworld Maritime était le propriétaire et l'exploitant du NM Cherry Blossom. WSRW a contacté l'entreprise le 8 mai 2017 et n'a pas reçu de réponse.⁵⁶ AM Nomikos était également le propriétaire / opérateur du navire Sophiana transportant une cargaison similaire destiné à Ballance en novembre-décembre 2016.



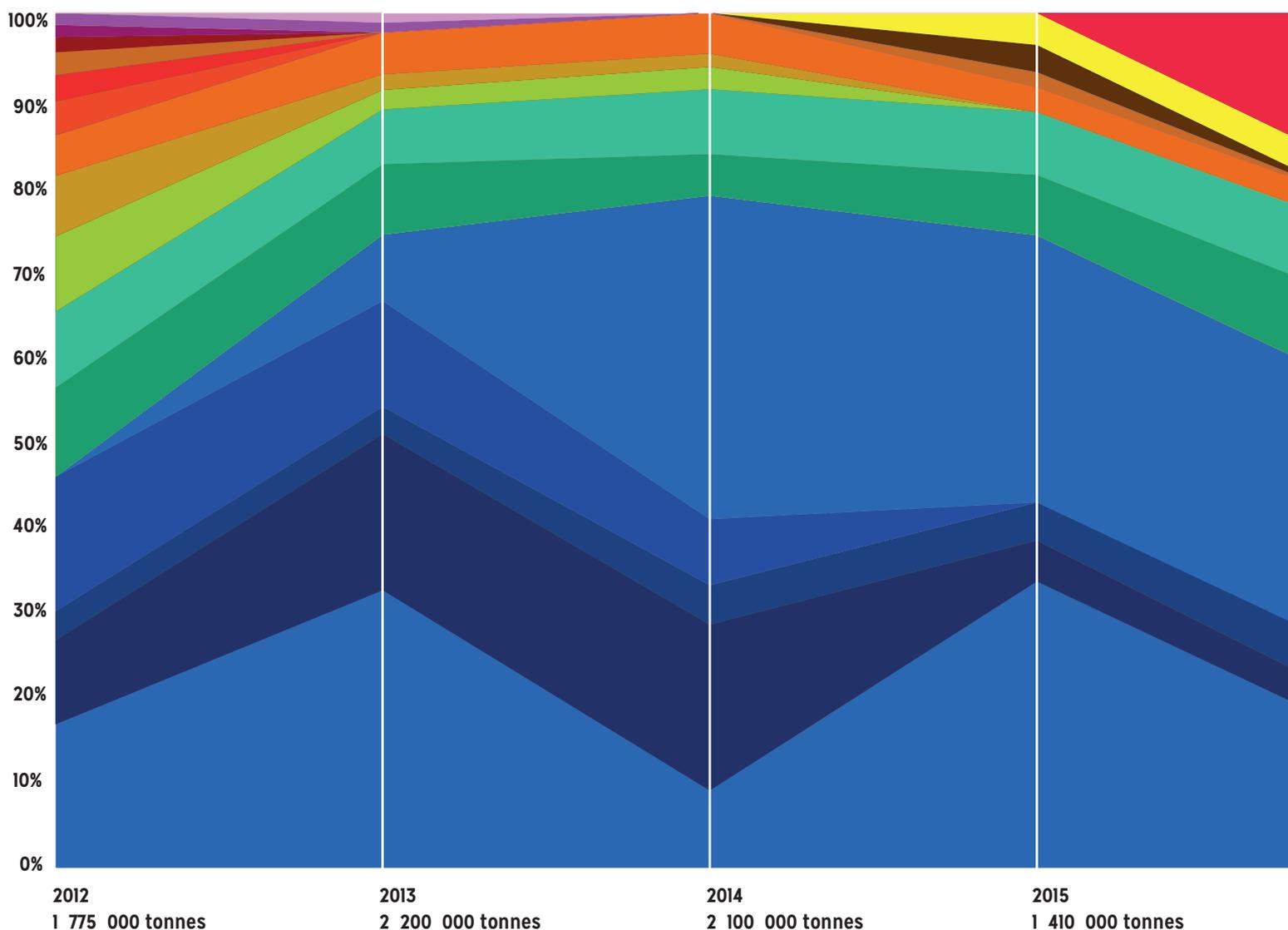
BALLANCE AGRI-NUTRIENTS

Ballance Agri-Nutrients, une coopérative de Nouvelle-Zélande avait acheté la cargaison du NM Cherry Blossom. L'OCP a racheté la cargaison - et a donc agi en tant que propriétaire dans la procédure judiciaire - immédiatement après l'immobilisation du navire en Afrique du Sud.

Ballance Agri-Nutrients Limited fabrique, commercialise et distribue des engrais et produits connexes en Nouvelle-Zélande. Ballance et les usines que la coopérative a acquises au cours des années, sont acheteurs des phosphates Bou Craa depuis des décennies. L'entreprise a signé un accord à long terme avec l'OCP en 1999, obligeant l'OCP à fournir des phosphates à Ballance.⁴⁹

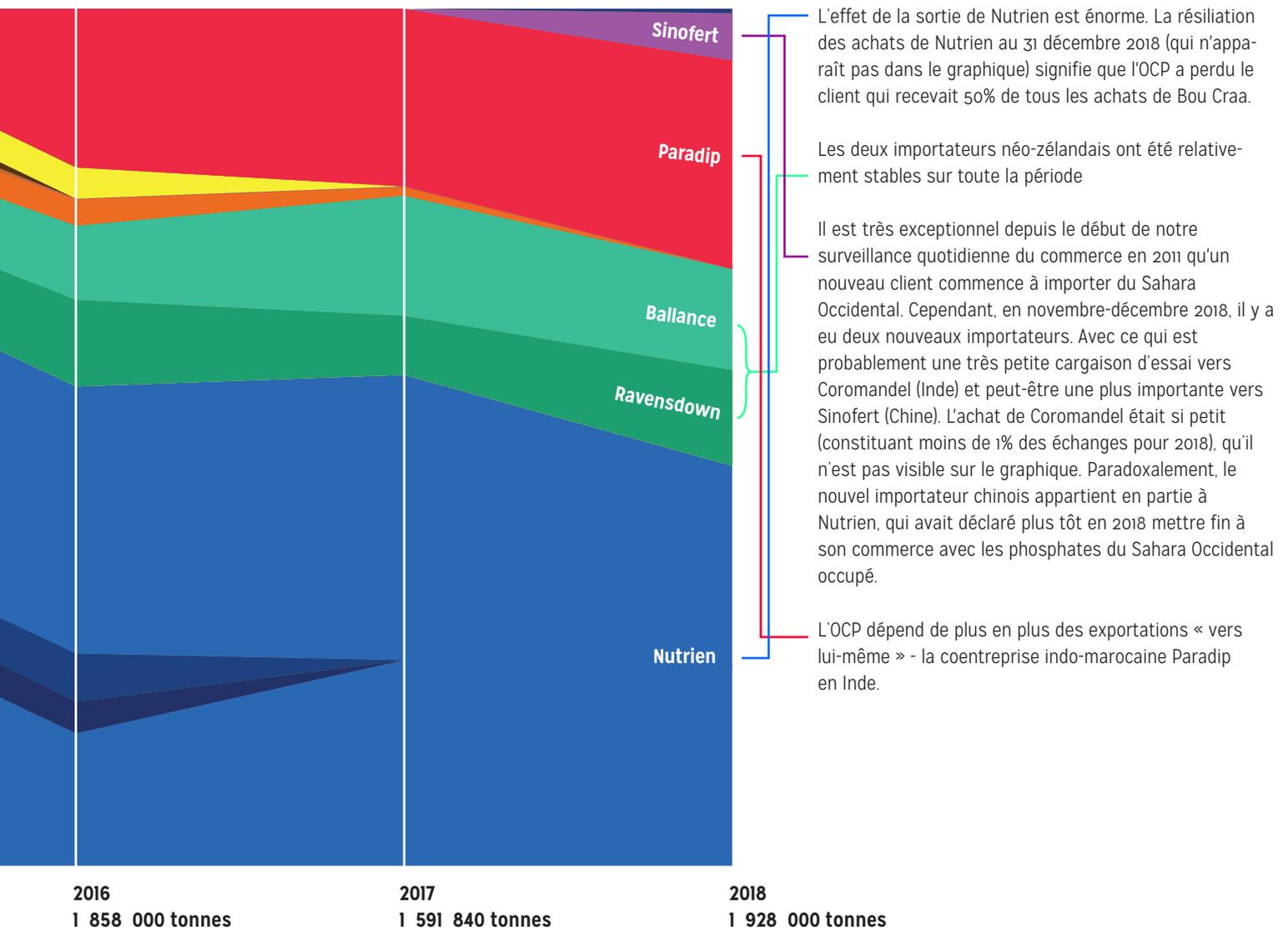
Importations par entreprise en pourcentage des exportations totales de Bou Craa

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
PotashCorp (Nutrien en 2018)	16.8%	32.5%	9.0%	33.5%	15.4%	24.0%	46%
Agrium (Nutrien en 2018)		7.8%	37.8%	31.2%	31.2%	33.3%	
Innophos	15.7%	12.3%	7.7%				
Ravensdown	10.4%	8.2%	4.9%	7.1%	10.1%	6.9%	11%
Lifosa	9.8%	18.3%	19.4%	4.8%	3.7%		
Ballance	8.9%	6.4%	7.6%	7.3%	8.7%	14.0%	12%
Inconnu (Inde)	8.8%	2.3%	2.6%				
Tripoliven	7.1%	1.8%	1.6%				
Monomeros	4.7%	4.9%	4.8%	2.9%	3.1%	1.1%	
Incitec Pivot	3.4%	3.2%	4.6%	4.5%	5.7%		
Inconnu (Corée du sud)	3.9%						
Inconnu (Argentine)	3.1%						
Inconnu (GB)	2.6%			1.8%			
Impact	1.8%						
Inconnu (Brésil)	1.4%						
ISUSA	1.4%	1.2%					
Inconnu (Point Comfort, USA)		1.1%					
Inconnu (Lifosa AB?)				3.2%			
Inconnu (Venezuela)				3.7%	3.7%		
Paradeep					18.5%	20.7%	24%
Sinofert							5%
Coromandel							1%



Un changement massif s'est opéré dans la base clients depuis 2011.

Le nombre d'entreprises importatrices est passé de 15 en 2011 à cinq fin 2018.



“Nous avons acheté le navire Golden Keen avec un contrat d'affrètement établi début 2017 et, malheureusement, le Sahara Occidental n'a pas été exclu du contrat d'affrètement. Le navire a été affrété à une tierce partie pour le reste de l'année 2017, et nous n'étions donc pas en mesure d'arrêter les transports depuis le Sahara Occidental sur ce navire en particulier. Dans les nouveaux contrats d'affrètement, nous incluons une exclusion du Sahara Occidental. [...] Nous avons également inclus dans notre politique l'exclusion des cargaisons du Sahara Occidental, au-delà des clauses contractuelles types.”

Global Ocean Management AS en février 2018, à propos d'une cargaison de 79 000 tonnes à destination des USA en août 2017.⁵⁷

“Étant basés en Asie, nous confessons que nous ne savions rien au sujet du Sahara Occidental. Nous n'avons fait qu'un seul transport... mais maintenant que nous comprenons la question, nous ne feront plus aucun contrat sur du commerce partant de là-bas.”

Jinhui Shipping à South China Morning Post concernant un transport destiné à la Nouvelle-Zélande, 2008.⁵⁸

“Nous avons une clause distincte qui exclut tout commerce au Sahara Occidental”

Seven Seas Carriers, 2015. ⁵⁹

“Une erreur malheureuse”

Uglands Rederi concernant un transport effectué par une société d'affrètement en 2015.⁶⁰

“Nous ne voulons pas que nos navires soient utilisés au Sahara Occidental”

Wagle Chartering, 2009, après que les médias aient publié l'information.⁶¹



Le vraquier NM Cherry Blossom (IMO 9703655) a été immobilisé 370 jours en Afrique du Sud parce qu'il transportait du minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé. C'est le dernier navire à avoir emprunté depuis le Sahara Occidental la route de la pointe sud de l'Afrique.



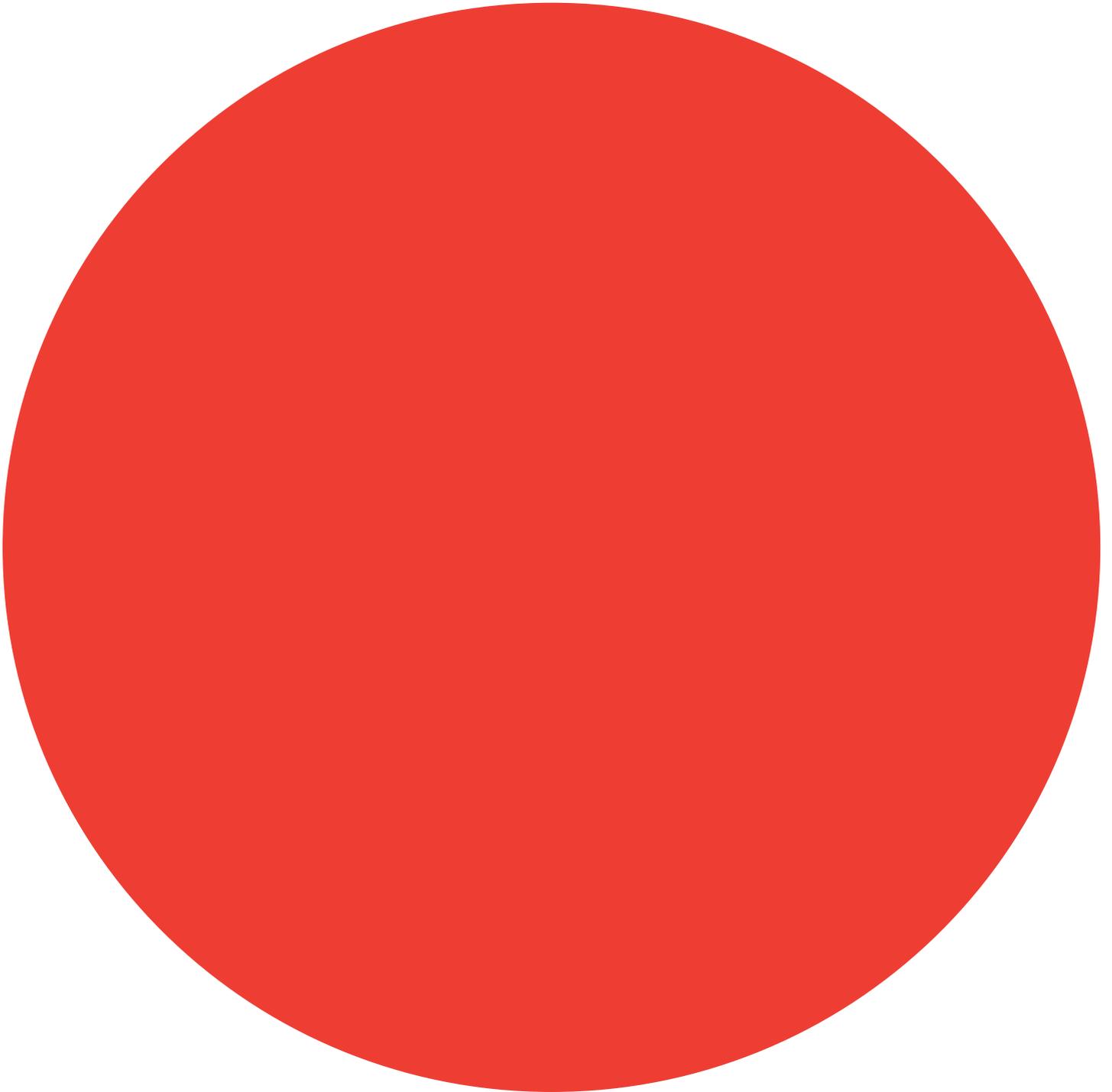
Le Desert Harrier (IMO 9756626) à Vancouver, Canada, le 15 décembre 2018, après avoir déchargé environ 58 000 tonnes de phosphate lors de l'une des dernières livraisons à Nutrien Ltd. Le grec Atlantic Bulk Carriers Management Ltd est propriétaire et gérant du navire, comme de trois autres navires impliqués en 2018.



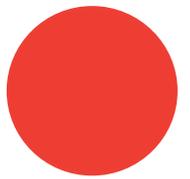
Des Néo-Zélandais manifestent contre l'arrivée de Triton Valk (IMO 9409077) dans la ville de Dunedin, en Nouvelle-Zélande, en décembre 2018. « Je pense que les habitants de Dunedin seraient horrifiés de savoir qu'une entreprise locale finance une telle injustice », a déclaré Rose Murphy, porte-parole de l'association Environmental Justice Otepoti.

Les compagnies impliquées dans le commerce

Six entreprises et coopératives impliquées dans les importations de phosphate du Sahara Occidental ont été identifiées en 2018.



O.C.P SA (Maroc/Irlande)



OCP SA est une compagnie nationale marocaine qui, depuis 1975, exploite la mine au Sahara Occidental. Le travail s'effectue par l'intermédiaire de sa filiale Phosphates de Boucraa S.A.

Entreprise principalement nationale, il n'est pas possible aux investisseurs étrangers d'acheter des actions OCP.

Toutefois, des obligations OCP sont offertes aux investisseurs marocains via la bourse de Casablanca depuis 2011, et aux investisseurs internationaux par le biais de la Bourse irlandaise depuis 2014. Plusieurs investisseurs institutionnels ont, depuis, placé l'OCP en liste noire de leurs portefeuilles pour son implication au Sahara Occidental.

Les affaires de l'OCP à la Bourse irlandaise sont gérées par Barclays, Morgan Stanley et JP Morgan, compagnies multinationales de services financiers basées au Royaume-Uni et aux États-Unis.

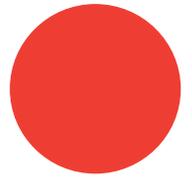
La compagnie a chargé les entreprises DLA Piper, KPMG, Covington & Burling, Palacio y Asociados, Edelman et Dechert LLP de plaider la légalité des opérations de l'OCP au Sahara Occidental. Parallèlement aux campagnes de lobby, les entreprises mentionnées émettent également des rapports qui affirment la solidité légale de l'exploitation de Boucraa en raison du bénéfice prétendu pour le peuple sahraoui. Aucun de ces rapports n'a été mis à la disposition des Sahraouis ou de WSRW.

“Suite aux courriels que je vous ai envoyés les 19 octobre 2013, 15 novembre 2013, 15 juillet 2014, 10 septembre 2014, 16 octobre 2014, 10 février 2015, 4 mars 2015, 5 janvier 2016, 14 janvier 2016, 2 février 2016, 10 Février 2016, 15 mars 2016, 30 août 2016, 27 septembre 2016, 13 octobre 2016, 16 novembre 2016, 12 janvier 2017 et 13 février 2017, 13 mars 2017, 23 avril 2017 et 28 mars 2018, je vous écris à nouveau pour un suivi de questions très importantes”



Senia Bachir Abderahman, réfugiée sahraouie, a le 18 avril 2018 et pour la vingt-cinquième fois, demandé à l'OCP des copies des rapports commandés par l'OCP et dont les compagnies importatrices affirment qu'ils légitiment leurs opérations. Elle n'a reçu aucune réponse.

NUTRIEN LTD (Canada)



Nutrien Ltd est une entreprise canadienne d'engrais basée à Saskatoon, Saskatchewan. Elle est cotée à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York. Début 2018, Nutrien a été créée de la fusion de Agrium Inc et de Potash Corporation of Saskatchewan Inc (PotashCorp). Les deux entreprises étaient d'importants importateurs de phosphate de Sahara Occidental - un héritage légué à Nutrien.

Potash Corporation of Saskatchewan Inc (PotashCorp) détient le record d'importation en provenance du territoire occupé. Ayant hérité de Arcadian Corp - lors de l'acquisition de cette compagnie en 1996 - d'un contrat d'importation datant des années 80, PotashCorp a acheté le minerai de phosphate sahraoui pendant près de deux décennies sans discontinuer. Agrium Inc. a signé un contrat avec l'OCP en 2011, et annoncé qu'elle allait commencer à importer dans la seconde moitié de 2013.⁶² Les phosphates importés pour remplacer une source épuisée au Canada, ont été déclarés comme provenant du « Maroc » alors qu'en réalité le minerai venait du Sahara Occidental.⁶³

Après des années d'interpellations intensives des actionnaires⁶⁴, M. Magro, ancien PDG d'Agrium et actuel PDG de Nutrien, a annoncé le 25 janvier 2018 que le contrat entre la société historique Agrium et l'OCP serait résilié d'ici la fin de l'année.⁶⁵ Dans son rapport du deuxième trimestre de 2018, la société a déclaré son intention de fermer l'usine contrôlée par la société PotashCorp avant la fusion : « Nutrien a décidé de fermer sa petite installation de traitement du phosphate à Geismar, en Louisiane, d'ici fin 2018 et n'aura plus besoin d'importation de minerai de phosphate offshore à partir de 2019 ».⁶⁶ En 2018, Nutrien a perdu d'autres actionnaires encore, dont le fonds de pension du gouvernement norvégien, qui a cédé ses actions Nutrien d'une valeur de 190 millions USD.⁶⁷

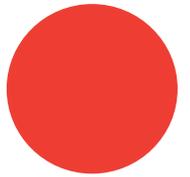
Les importations de phosphates sahraouis par Nutrien en 2018 sont donc restées au même niveau qu'en 2017, alors que ses entreprises traditionnelles détenaient une importation combinée de 911 840 tonnes. En 2018, Nutrien a importé 12 cargaisons de phosphates sahraouis à destination de Vancouver, au Canada, et 3 autres expéditions vers ses installations de Geismar, aux États-Unis. Le volume total des cargaisons est estimé à 900 000 tonnes, pour une valeur de 76,5 millions USD.

Le 22 janvier 2019, WSRW a envoyé une lettre à Nutrien pour s'enquérir des importations de la société en 2018 et de la participation de Nutrien dans Sinofert Holdings - le producteur et distributeur chinois d'engrais dans lequel Nutrien détient une participation de 22%.⁶⁸ Aucune réponse n'avait été reçue au moment de la publication du présent rapport. On ne sait pas comment Nutrien abordera la question des importations du Sahara Occidental avec Sinofert.



Le vraquier Ultra Integrity à son départ du port de Vancouver après avoir livré une cargaison de 59 000 tonnes de phosphates du territoire occupé en août 2018.

PARADEEP PHOSPHATES LTD (Inde/Maroc)



Paradeep Phosphates Limited (PPL) produit, commercialise et distribue des engrais et des sous-produits à base de phosphate à usage agricole.⁶⁹ La compagnie a été créée en 1981 en joint venture entre le gouvernement de l'Inde et la République de Nauru. En 1993, le gouvernement indien a pris la totalité de la propriété de l'entreprise. En raison de pertes significatives à la fin des années 90, le gouvernement de l'Inde a décidé d'en céder 74% en février 2002. Cette part a été achetée par Zuari Maroc Phosphates Ltd, une joint-venture 50-50 de Zuari Industries Ltd (filiale du groupe indien Adventz) et Maroc Phosphore SA - une filiale en propriété exclusive de l'OCP. Aujourd'hui, PPL opère en tant que filiale de Zuari Global Limited, qui détient 80,45% de participation, tandis que le gouvernement indien détient les 19,55% restants. En d'autres termes, PPL appartient au gouvernement du Maroc, à un conglomérat privé indien (groupe Adventz) et au gouvernement indien. PPL a son siège social à Bhubaneswar, en Inde, et reçoit le minerai de phosphate dans la ville portuaire de Paradip, à environ 120 kilomètres à l'est.⁷⁰

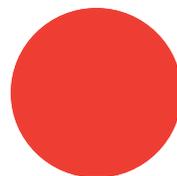
Selon les recherches de WSRW, PPL a reçu neuf cargaisons de minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé en 2018, totalisant environ 469 000 tonnes pour une valeur estimée à 39,9 millions de dollars US. Le volume importé a significativement augmenté - +42% - par rapport aux années 2017 et 2016, avec respectivement 330 000 et 344 000 tonnes.

2018 constitue la troisième année d'importations régulières par PPL, bien que l'entreprise ait importé auparavant du Sahara Occidental occupé. WSRW a tracé une importation PPL venant de Phosboucraa au cours de l'exercice 2011-2012.⁷¹

WSRW a contacté PPL en février 2015, mars 2017, février 2018 et mars 2019. La compagnie n'a jamais répondu.

4

BALLANCE AGRI-NUTRIENTS LTD (Nouvelle-Zélande)



SBI Tango à son arrivée au port de Tauranga le 27 novembre 2017, sur le point de commencer à décharger sa cargaison de 59 000 tonnes de phosphate du Sahara Occidental occupé. L'importateur local est Ballance Agri-Nutrients.

Ballance Agri-Nutrients Limited fabrique, commercialise et distribue des engrais et des produits dérivés en Nouvelle-Zélande. Ballance Agri-Nutrients a des usines de fabrication à Whangarei, Invercargill et Mount Maunganui, en Nouvelle-Zélande. C'est une coopérative détenue par des agriculteurs, et non inscrite en bourse.⁷³ Les usines Ballance utilisent le minerai du Sahara Occidental depuis les années 1980. La société a, en 1999, signé avec l'OCP un contrat d'approvisionnement à long terme.⁷⁴ Les cadres de Ballance ont au moins une fois visité les mines de Bou Craa dans le territoire occupé.⁷⁵

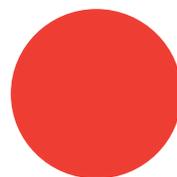
Au cours de 2018, Ballance a reçu cinq cargaisons de minerai de phosphate extrait illégalement du Sahara Occidental occupé. Deux de ses cargaisons semblent avoir été partagées avec Ravensdown. Les cargaisons sont d'un volume total estimé de 227 500 tonnes, pour une valeur d'environ 19,3 millions de \$US. C'est le plus haut volume d'importation annuel depuis le territoire occupé depuis des années. Les 161 000 tonnes importées par Ballance en 2016 étaient similaires aux importations des années 2012-2014, avec une diminution à 104 000 tonnes en 2015.

WSRW a contacté Ballance annuellement depuis 2015, mais n'a jamais reçu de réponse à ses questions⁷⁶ En 2014, Ballance avait écrit à WSRW que « les Nations Unies n'interdisent pas le commerce des ressources du Sahara Occidental. Ce commerce ne contrevient pas non plus à un avis juridique des Nations Unies ».⁷⁷

En 2018, la compagnie a déclaré aux médias que le conflit au Sahara Occidental était « bien connu et débattu au Conseil de sécurité des Nations Unies, et pour être honnête, c'est le seul endroit d'où peut venir une solution ». Elle a ajouté que « ce qui prolonge le différend c'est que les deux parties n'ont pas réussi à entrer dans une pièce pour négocier un règlement ».⁷⁸

5

RAVENSDOWN LTD (Nouvelle-Zélande)



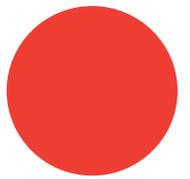
Le Triton Valk photographié à Napier, en Nouvelle-Zélande, le 8 décembre 2018, abritant l'une des usines de Ravensdown. Le navire a transporté une cargaison de 53 000 tonnes. Son arrivée à Napier a amené le gouvernement sahraoui à demander à Ravensdown de les rémunérer pour la cargaison ou à détourner le navire du port.⁷⁹

Ravensdown Fertiliser Co-operative Limited est un producteur d'engrais pour l'agriculture qui fonctionne en coopérative d'agriculteurs et n'est coté dans aucune bourse. La coopérative importe vers ses usines de Lyttelton, Napier et Otago, en Nouvelle-Zélande.

WSRW a suivi cinq cargaisons destinée à Ravensdown en 2018, dont deux ont été partagées avec Ballance Agri-Nutrients. Les cargaisons sont estimées au total à 215 500 tonnes pour une valeur nette d'environ 18,3 millions de dollars US. C'est le plus haut volume annuel importé depuis des années, et le double de l'importation 2017 qui était de 110 000 tonnes. En 2016, Ravensdown a reçu 188 000 tonnes ce qui était du niveau des années précédant 2014 quand le volume annuel importé était en moyenne d'environ 180 000 tonnes par an. Le niveau des importations 2014-2015 était d'environ 100 000 tonnes par an. WSRW a interrogé la compagnie sur ce commerce la dernière fois le 14 mars 2019 et n'a reçu aucune réponse.⁸⁰

Il a été rapporté que Ravensdown refuserait de cesser l'achat de minerai de phosphate du Sahara Occidental, affirmant que le phosphate « contribue à la prospérité et au bien-être social à un grand nombre de communautés kiwis ».⁸¹ En 2018, la compagnie a déclaré aux médias néo-zélandais qu'elle « s'en remettait à ce que l'ONU tente de réaliser et à ce qu'elle a stipulé. [...] Il y a clairement des problèmes politiques entre différentes parties, et ce n'est certainement pas quelque chose dans lequel nous devons entrer ».⁸²

SINOFERT HOLDINGS LTD (Hong Kong/Chine)



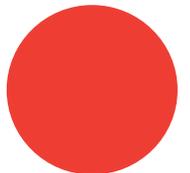
Sinofert Holdings Limited est le plus grand producteur et distributeur d'engrais en Chine. Le groupe chinois Sinochem, détenu par le gouvernement chinois, détient une participation de 53% dans Sinofert, tandis que Nutrien Ltd en détient 22% et le reste est coté à la Bourse de Hong Kong.⁸³ La société a son siège à Hong Kong.

WSRW n'a constaté aucune exportation de minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé vers Sinofert auparavant. La première cargaison probable à destination de Sinofert a quitté El Aaiun le 19 octobre 2018 à bord du vraquier Trade Resource, transportant environ 79 000 tonnes de minerai d'une valeur d'environ 6,7 millions USD. Le navire est arrivé dans le port de Lianyungang, en Chine, le 28 novembre 2018.

Une autre cargaison expédiée en 2018 est peut-être également liée à Sinofert. Le 13 novembre, le vraquier Amoy Action a quitté le port de Paradip (Inde) et a mis le cap sur Lianyungang. La cargaison du navire peut avoir été composée partiellement d'une cargaison de minerai non traité provenant du Sahara Occidental qui n'ont pas été déchargées, ou de dérivés de phosphates (provenant peut-être des précédentes importations de Sahara Occidental pour Paradip) transformés à Paradip pour être utilisés par Sinofert et chargés sur le navire au port de Paradip. WSRW a comptabilisé la moitié de la cargaison de phosphates sahraouis d'Amoy Action, soit 27 000 tonnes d'une valeur de 2,3 millions USD, comme destinés à Sinofert.

WSRW a écrit à Sinofert le 22 janvier 2019, pour questionner leur nouvelle implication dans le commerce controversé.⁸⁴ La société n'a pas répondu.

7 COROMANDEL INTERNATIONAL LTD (Inde)



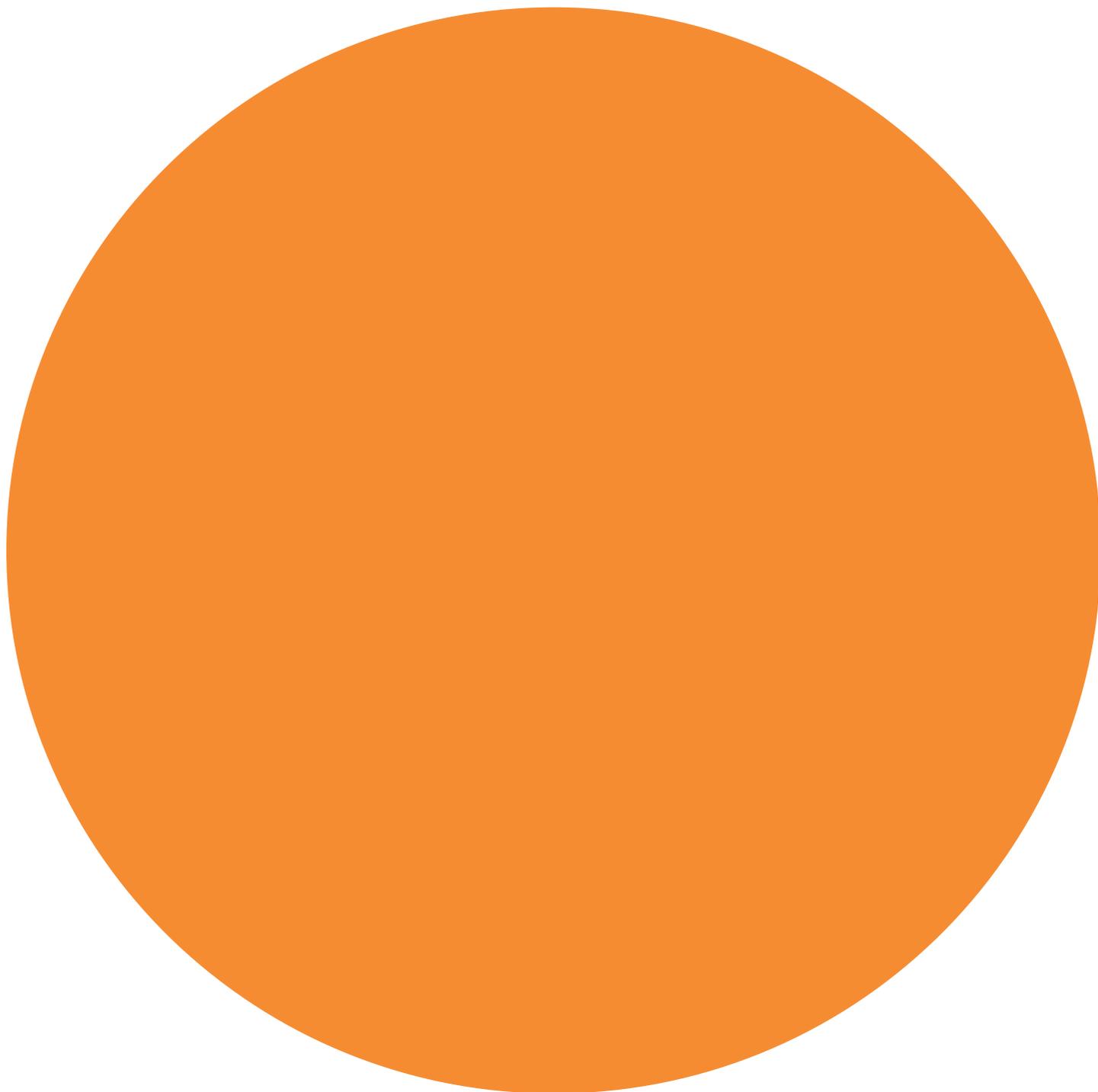
Le 12 décembre 2018, un navire transportant environ 60 000 tonnes de phosphates du Sahara Occidental a quitté El Aaiun. Il est arrivé au port de Visakhapatnam, en Inde, dans l'après-midi du 16 janvier 2019. D'après ce que WSRW a pu établir, l'importateur est Coromandel International Limited. Le navire n'a passé que 36 heures au port, et WSRW estime que seule une petite partie - 10 000 tonnes environ - de la cargaison du navire était destinée à Coromandel. Après avoir achevé sa mission, le SBI Jaguar a quitté le port de Visakhapatnam tôt le matin du 18 janvier pour se diriger plus au nord le long de la côte indienne en direction de Paradip, où il a déchargé le reste de la cargaison à destination de la société PPL, basée à Paradip, qui a déjà été impliqué dans le commerce controversé pour la troisième année consécutive.

Selon son propre rapport annuel 2018, Coromandel est le deuxième plus grand fabricant d'engrais phosphatés en Inde⁸⁵ La société est inscrite à la Bourse nationale indienne et compte plusieurs grands investisseurs internationaux parmi ses propriétaires.

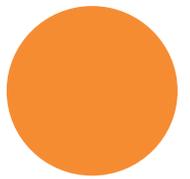
Le 18 janvier 2019, WSRW a envoyé un courrier à Coromandel pour lui demander si elle avait répondu à l'obligation légale d'obtenir l'accord préalable des représentants du territoire pour ce type de commerce et s'il s'agissait d'une importation unique.⁸⁶ Aucune réponse n'a été reçue.

Les compagnies en observation

Certaines entreprises ont dans le passé été identifiées comme importatrices. Les compagnies suivantes n'ont pas été impliquées dans le commerce au cours des dernières années, mais WSRW estime qu'il existe un risque qu'elles le reprennent.



INCITEC PIVOT LTD (Australie)



Incitec Pivot Ltd, également appelé IPL, est une multinationale australienne engagée dans la fabrication, le commerce et la distribution d'engrais. Le secteur engrais de la multinationale comprend Incitec Pivot Fertilisers (IPF), Southern Cross International (SCI) et Fertilizers Elimination (Elim).

Incitec Pivot importe des phosphates du Sahara Occidental depuis 30 ans. Depuis 2003, la naissance d'Incitec Pivot d'une fusion entre Incitec Fertilizers et Pivot Limited, la compagnie a importé en continu.

Incitec Pivot a son siège à Melbourne, Victoria en Australie, et est inscrit à l'Australian Securities Exchange. Aujourd'hui, Incitec Pivot est le plus grand fournisseur de fertilisant d'Australie, mais commercialise aussi ses produits à l'étranger, comme en Inde, au Pakistan et en Amérique latine.⁸⁷ IPL fabrique un éventail de fertilisants, mais utilise le phosphate sahraoui pour ses produits dits superphosphate fabriqués dans ses usines de Geelong et Portland.⁸⁸

Les dernières cargaisons observées à destination de Incitec Pivot datent de l'année civile 2016, Incitec Pivot avait acheté trois cargaisons de minerai de phosphate du Sahara Occidental, totalisant 105 000 tonnes, d'une valeur estimée à 12,1 millions de dollars US. C'était une augmentation substantielle par rapport aux 63 000 tonnes de phosphate sahraoui importées en 2015, comme l'avait confirmé la compagnie.

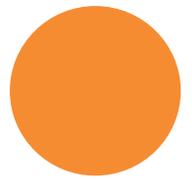
Incitec Pivot a déclaré à l'Association australienne Sahara Occidental en décembre 2017 qu'elle n'avait pas effectué d'importations depuis décembre 2016, car elle s'approvisionne maintenant en phosphate au Togo. WSRW n'a en effet pas suivi de cargaison pour cette entreprise en 2017.

WSRW a écrit pour la dernière fois IPL le 6 mars 2018, sans réponse.⁸⁹



Le Ithaki repéré au large du port de Las Palmas le 20 mai 2015, peu de temps après son départ du port d'El Aaiun.

LIFOSA AB (Lithuanie/Suisse/Russie)



Lifosa AB est un producteur d'engrais phosphaté basée à Kedainiai, en Lituanie. La compagnie a été précédemment cotée à la Bourse NASDAQ QMX de Vilnius. Lifosa AB est devenue en 2002 une filiale de l'entreprise privée russe EuroChem Group, basée en Suisse. La compagnie reçoit le minerai de phosphate du Sahara Occidental dans le port de Klaipėda, en Lituanie.

La compagnie a reçu son dernier chargement le 8 octobre 2016, malgré la promesse de février de la même année par EuroChem, « ... le Groupe n'a pas l'intention d'acheter du phosphate du Sahara Occidental en 2016 ni à aucun moment dans un avenir proche ».⁹⁰ Cette cargaison était destinée à Lifosa, comme l'a admis le directeur général de Lifosa dans les médias lituaniens.⁹¹ EuroChem a confirmé à WSRW le 23 mars 2017 que la filiale Lifosa avait importé 68 250 tonnes de phosphate à bord du SBI Flamenco.⁹²

« EuroChem croit en l'intégration verticale pour des raisons économiques et stratégiques et cela reste le cas. Nous aspirons à l'objectif de l'auto-suffisance en matières premières et nos investissements au Kazakhstan et à Kovdorskiy visent à nous aider à devenir autosuffisants dans la production du phosphate. La production de nos propres matières premières à partir de ces deux investissements a progressé à un rythme plus lent que prévu et nous continuons à avoir besoin d'approvisionnements tiers en minerai de phosphate ».

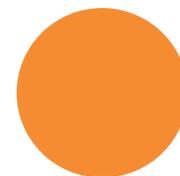
WSRW échange avec Lifosa et ses propriétaires, EuroChem Group, depuis 2010. Mais la réticence initiale de l'entreprise à répondre complètement aux questions de WSRW a entraîné son retrait de la liste des compagnies socialement responsables des Nations Unies en juin de 2011.

Depuis, Lifosa / EuroChem a activement cherché des façons de maintenir le dialogue avec WSRW et a fait preuve de vigilance à l'égard des importations du Sahara Occidental sous occupation. La compagnie a déclaré à WSRW en mars 2014 chercher à mettre en œuvre des moyens de diversifier les achats externes. En 2013-2014, le commerce a été d'environ 400 000 tonnes par an.

WSRW n'a observé aucun envoi vers Lifosa en 2017. WSRW a écrit en mars 2018 une dernière fois à EuroChem pour demander confirmation de l'arrêt de toute importation en provenance du Sahara Occidental.⁹³ La compagnie a répondu qu'il n'y avait aucun nouveau projet d'approvisionnement au Sahara Occidental.⁹⁴

Le navire SBI Flamenco au moment du déchargement des phosphates du Sahara Occidental au port de Klaipėda, en octobre 2016. Lifosa a reçu cette unique cargaison en 2016, après avoir promis qu'il ne le ferait pas.

INNOPHOS HOLDINGS (Etats-Unis d'Amérique)



Une filiale mexicaine de Innophos Holdings, la société enregistrée aux États-Unis, est depuis de nombreuses années un important importateur du minerai de phosphate du Sahara Occidental. Cependant, depuis 2015, WSRW n'a observé aucune expédition de cargaison vers l'usine d'Innophos à Coatzacoalcos, au Mexique. En 2016, Innophos a confirmé que son usine de Geismar, en Louisiane, était dépendante des phosphates du Sahara Occidental, qui lui étaient vendus via un pipeline de l'usine voisine de PotashCorp.

« Dans le cadre de l'engagement d'Innophos en matière de responsabilité sociale globale et de bonne gestion de l'entreprise, Innophos ne participera plus indirectement à une chaîne d'approvisionnement en matières premières qui origine son minerai de phosphate de la région du Sahara Occidental en Afrique, région dans laquelle la société n'a pas acheté directement de matières premières depuis plus de trois ans », a publié Innophos Holdings dans un communiqué de presse du 2 juillet 2018.⁹⁵

WSRW n'a aucune indication qu'Innophos utilise aujourd'hui du minerai de phosphate provenant du Sahara Occidental.

De 2010 à 2018, WSRW a envoyé à Innophos six courriers concernant les achats de l'entreprise dans le territoire occupé, sans recevoir de réponse.⁹⁶ Innophos a fait l'objet de multiples désinvestissements. Le conseil éthique du fonds de pension norvégien a élaboré une longue analyse sur la raison éthique de l'exclusion de l'entreprise.⁹⁷ Pour la même raison, la société avait également été exclue des portefeuilles du fonds de pension luxembourgeois et de la Danske Bank, parmi d'autres.⁹⁸

Innophos Holdings a à la fois cessé d'importer des phosphates au Mexique et d'acheter des produits de Nutrien à Baton Rouge, aux États-Unis. Voici le navire Coral Queen en 2013 en route pour transporter une cargaison, à une époque où Innophos importait directement au Mexique.

MONOMEROS COLOMBO VENEZOLANOS S.A ET LE GOUVERNEMENT DU VENEZUELA (Colombie/Venezuela)

La compagnie colombienne Monmeros Colombo Venezolanos S.A. est une entreprise pétrochimique qui produit des engrais, du phosphate de calcium et des produits chimiques industriels. Le siège social de la compagnie est à Barranquilla, en Colombie, près du port de la ville où elle reçoit ses cargaisons de phosphate sahraoui. Monmeros fonctionne comme une société anonyme, non cotée en bourse.

Depuis 2006, la compagnie est une filiale de l'entreprise nationale vénézuélienne de pétrochimie Pequiven (Petroquímica de Venezuela SA).

Monmeros a reçu une seule cargaison de phosphate du Sahara Occidental occupé pour l'année civile 2017, totalisant environ 17 000 tonnes, pour une valeur d'environ 1,5 million de \$US. L'importation a drastiquement diminué puisqu'en 2016 Monmeros avait importé 58 000 tonnes. En 2018 il n'y en a pas eu.

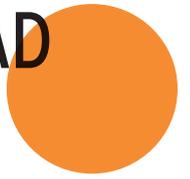
Jusqu'à maintenant, ni Monmeros ni Pequiven ni le gouvernement vénézuélien n'ont répondu à nos lettres.

Le gouvernement vénézuélien est impliqué dans le commerce par des importations à des filiales à la fois en Colombie (Monmeros) et au Venezuela. Les deux sociétés importent depuis le territoire occupé depuis des décennies.

Cependant, aucune cargaison pour la Colombie et le Venezuela n'a été observée depuis la détention des deux navires en Afrique du Sud et au Panama en mai 2017. Les compagnies importatrices et le gouvernement vénézuélien n'ont jamais répondu aux demandes de WSRW, avec une exception singulière de Tripoliven, en 2013, qui a nié l'importation provenant du Sahara Occidental, ce qui s'est avérée plus tard un mensonge.¹⁰⁰

Pour en savoir plus sur les importations à Puerto Cabello, au Venezuela, lisez « P pour Pillage 2016 ».¹⁰¹

AGROPOLYCHIM AD (Bulgarie)



Le producteur Bulgare d'engrais Agropolychim AD est situé à proximité du port de Varna. Ses propriétaires sont bulgares et belges.¹⁰²

WSRW a enregistré l'arrivée de la dernière cargaison de minerai de phosphate provenant du Sahara Occidental au port de Varna en octobre-novembre 2011. WSRW a confirmé les expéditions spécifiques pour Agropolychim de 2003 à 2008.

WSRW a contacté Agropolychim en octobre 2008, exhortant la société à mettre fin à ses importations de phosphate du Sahara Occidental.¹⁰³ Aucune réponse n'a été reçue, mais la compagnie a défendu ses importations dans les médias bulgares. Elle a dit avoir été surprise d'entendre des critiques. « Agropolychim a un contrat pour l'importation des phosphates d'Afrique du Nord depuis 1974 et n'a jamais eu de problème avec cet approvisionnement », a déclaré la compagnie.¹⁰⁴

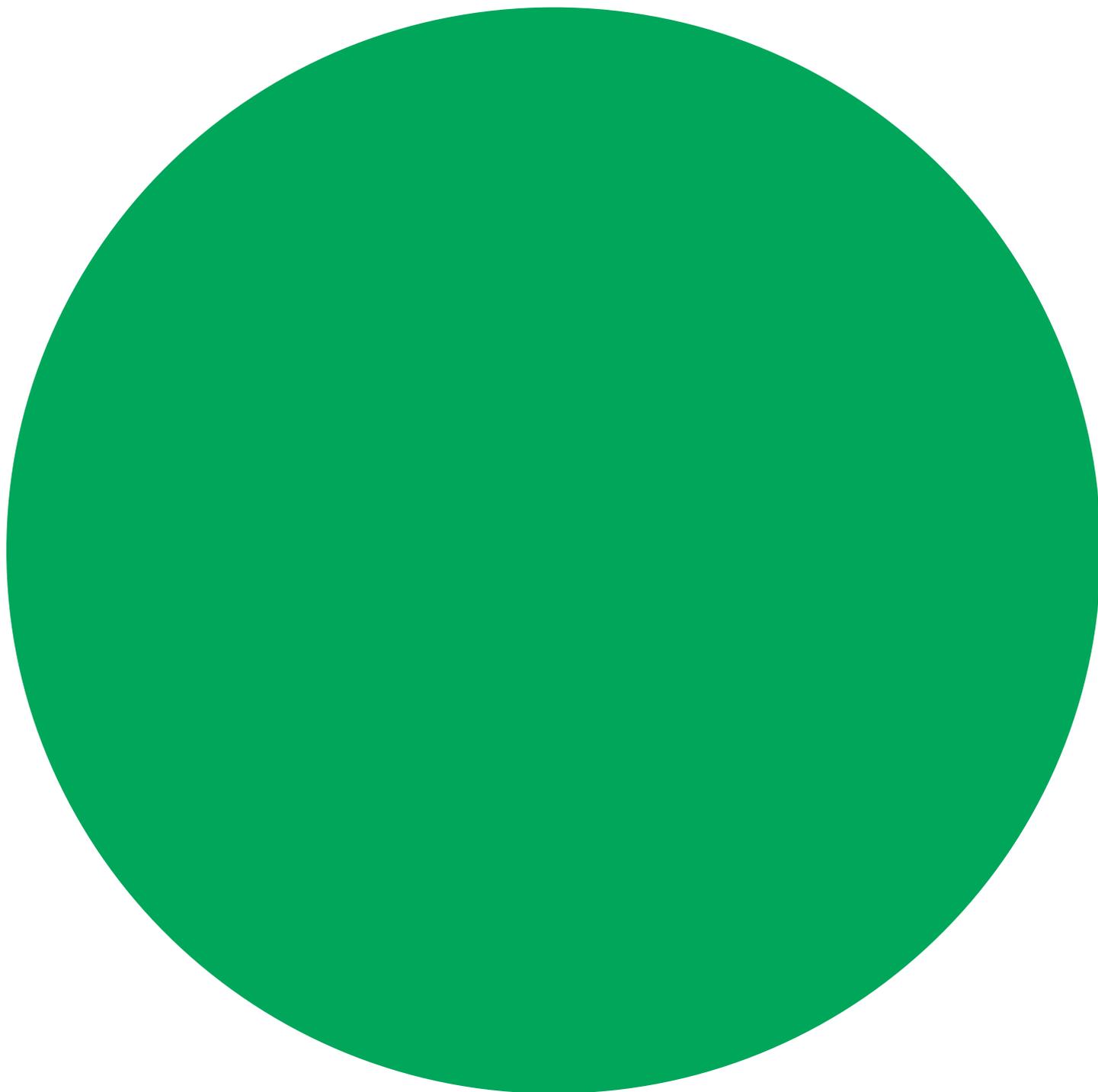
Les importateurs indiens

En mars 2014, WSRW a observé un seul envoi de cargaison vers l'Inde, déchargé au port de Tuticorin. Cela suit la tendance des années précédentes d'une cargaison annuelle arrivant à Tuticorin.

WSRW n'a pas été en mesure d'identifier l'entreprise responsable, mais a identifié deux receveurs potentiels. L'un est **Greenstar Fertilizers Ltd**, un fabricant et distributeur d'engrais, qui produit ses engrais dans le Tamil Nadu, recevant sa matière première à Tuticorin. L'autre est **Southern Petrochemical Industries Corporation Ltd (SPIC)**, une entreprise pétrochimique dont la production d'engrais est la compétence de base. SPIC a son siège à Chennai, et est coté à la Bourse de Bombay et à la Bourse nationale de l'Inde. L'activité de l'entreprise sur le phosphate est située à Tuticorin. WSRW a contacté les deux qui n'ont pas répondu.

Les compagnies désengagées

Certaines entreprises ont été auparavant identifiées comme importatrices. Elles n'ont plus été impliquées dans le commerce depuis 2012 et WSRW considère très faible le risque qu'elles reprennent leurs achats.



Impact Fertilisers Pty Ltd (Australie/Suisse)

Impact Fertilisers en Tasmanie n'a pas importé depuis l'arrivée de l'Alycia au port d'Hobart le 7 août 2012.



Nidera Uruguay S.A. (Uruguay/Pays-Bas)

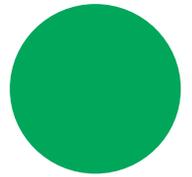
L'importateur australien de phosphate Impact Fertilisers a importé des phosphates du Sahara Occidental, au moins de 2002 à 2013. L'entreprise a importé le minerai à Hobart, en Tasmanie. En 2010, Impact Fertilisers a été intégré à Ameropa, une société privée suisse de commerce d'engrais. Les groupes de solidarité au Sahara Occidental d'Australie et de Suisse ont travaillé à pointer du doigt l'implication de l'entreprise pendant de nombreuses années.

En 2013, Impact Fertilisers a annoncé qu'elle avait arrêté les importations en provenance du Sahara Occidental.¹⁰⁵ WSRW n'a pas observé de chargement pour le compte de Impact Fertilisers depuis août 2012.

La société uruguayenne Nidera Uruguay S.A. filiale de la compagnie commerciale néerlandaise Nidera NV a reçu un navire contenant du minerai de phosphate provenant du Sahara Occidental en 2009.

Dans un courrier du 21 juin 2010, WSRW a interrogé Nidera Uruguay à propos des informations recueillies sur le navire de 2009.¹⁰⁶ Comme aucune réponse n'arrivait, de nouvelles lettres ont été envoyées à la société parente aux Pays-Bas en octobre 2011. L'issue de la correspondance qui a suivi avec Nidera a été une déclaration de l'entreprise soulignant que « si notre filiale en Uruguay a de nouveau besoin d'importer du minerai de phosphate à l'avenir, le sujet qui est maintenant porté à notre attention est quelque chose que nous allons absolument prendre en considération ». La compagnie a en même temps déclaré que sa filiale en Uruguay n'avait pas reçu de minerai de phosphate du Sahara Occidental au cours des années 2007, 2008, 2010 et 2011.¹⁰⁷

Les dernières importations de Yara ont eu lieu en 2008, sur ce navire. Ici, le navire est sur le point d'accoster à Herøya, en Norvège afin de décharger



Yara International ASA (Norvège)

Yara est le premier fournisseur mondial d'engrais minéraux. Il était un grand importateur de phosphate du Sahara Occidental dans le passé, mais a décidé de ne plus acheter les phosphates du territoire. Le motif principal de cette décision d'arrêt d'approvisionnement au Sahara Occidental est que le gouvernement norvégien incite les entreprises norvégiennes à ne pas commercer avec les produits du Sahara Occidental, en raison de préoccupations de droit international. La compagnie a aujourd'hui une politique d'importation ou de commerce de phosphate provenant uniquement du Maroc et non des mines de Bou Craa.

« Nous espérons que le pays sera libéré, et que la population profitera ensuite du fait que nous recevrons rapidement leurs phosphates », a affirmé Bente Slaatten, responsable en chef de la communication.¹⁰⁸

Mosaic Co (USA)

Mosaic Company est basée dans le Minnesota, États-Unis, et cotée à la Bourse de New York. WSRW a confirmé 15 chargements venant du Sahara Occidental occupé pour Tampa, en Floride, États-Unis, durant la période 2001-2009. Tampa abrite le siège de l'exploitation des phosphates de Mosaic ainsi que de nombreuses installations de production de phosphate de l'entreprise.

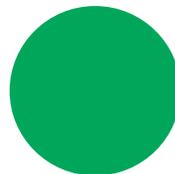
Le 25 août 2010, Mosaic a informé WSRW qu'elle avait reçu son dernier chargement de phosphate du Sahara Occidental, le 29 janvier 2009.¹⁰⁹ En 2015, Mosaic a confirmé à Bloomberg que sa décision avait été prise « en raison de préoccupations internationales généralisées concernant les droits du peuple sahraoui ».¹¹⁰

BASF SE (Allemagne/Belgique)



BASF a été l'un des principaux importateurs dans les années 1990. La dernière livraison connue a eu lieu en Belgique en 2008.¹¹² Le centre de durabilité de BASF était persuadé que ces importations ne violaient pas le droit international, mais a confirmé à WSRW qu'il ne devrait pas s'attendre à d'autres importations : « Une partie de la demande de phosphate de BASF est couverte par le phosphate marocain délivré par l'Office Chérifien des Phosphates (OCP). L'OCP a été un fournisseur fiable de phosphate provenant des mines du Royaume du Maroc depuis plus de 20 ans. Au printemps 2008, l'OCP nous a contactés en raison d'une pénurie d'approvisionnement de la mine marocaine de laquelle BASF reçoit habituellement le phosphate. L'OCP a offert une commande de remplacement temporaire avec du phosphate de qualité alternative provenant d'une autre mine exploitée par l'OCP dans la région du Sahara Occidental, ce que nous avons accepté. À ce moment, il s'agissait d'une livraison de remplacement isolée provenant de ce territoire et nous ne nous attendons pas à ce qu'elle soit répétée ».¹¹³

Wesfarmers Ltd (Australie)



Wesfarmers Limited est l'une des plus importantes compagnies publiques d'Australie, basée à Perth, en Australie Occidentale. La compagnie est cotée à la bourse australienne. Sa filiale d'engrais, Wesfarmers CSBP, a été un importateur majeur des phosphates du Sahara Occidental occupé pendant au moins deux décennies. Au plus tôt les importations connues de phosphates sahraouis par CSBP remontent à 1990.

En 2009, l'entreprise a annoncé qu'elle allait « réduire la dépendance de la compagnie au minerai de phosphate du Sahara Occidental ». La compagnie a déclaré qu'elle allait investir dans une nouvelle technologie qui permettrait d'utiliser d'autres sources de phosphate. CSBP a toutefois laissé ouverte la possibilité que les importations se poursuivent, quoique à un degré limité, selon le prix et la disponibilité des sources alternatives.¹¹¹ Cette décision fait suite à une vague de désinvestissements européens pour des préoccupations éthiques concernant le commerce des phosphates du Sahara Occidental occupé. Wesfarmers importait entre 60 et 70% de ses phosphates du Sahara Occidental.

À plusieurs reprises Wesfarmers a depuis montré une volonté de réduire progressivement les importations en provenance du Sahara Occidental, mais ne s'est pas engagé catégoriquement à arrêter complètement ses importations. Comme les importations semblent avoir cessé de facto, certains investisseurs sont revenus à l'entreprise.

WSRW n'a en effet observé aucune expédition vers Wesfarmers depuis qu'elle a commencé un suivi quotidien des navires en octobre 2011.

Autres companies

BASF n'a a priori pas effectué d'importations depuis l'arrivée du vraquier Novigrad le 7 octobre 2008, ici observé en train de décharger du phosphate sahraoui au port de Gand en Belgique.

Trois compagnies précédemment inscrites sur la liste d'observation de WSRW, sont passées depuis 2016 sur la liste des entreprises désengagées. La raison en est qu'un long moment s'étant écoulé depuis la dernière cargaison expédiée, nous estimons qu'elles ne sont plus engagées. Ce sont **Petrokemija** PLC de Croatie, **Tata Chemicals** d'Inde, **Zen Noh** du Japon. Nous avons vu pour la dernière fois en 2006 des cargaisons à destination de ces entreprises. Aucune de ces entreprises n'a répondu aux questions de WSRW.

Les cabinets juridiques de lobbying

Pour défendre leurs importations de phosphate du Sahara Occidental, plusieurs entreprises font référence à des avis juridiques de différents cabinets juridiques engagés par l'OCP.

Ces avis juridiques sont systématiquement utilisés par les importateurs internationaux de phosphate vis-à-vis des actionnaires pour légitimer leurs importations. Les analyses confidentielles sont dites établir que les populations locales bénéficient du commerce. Cependant, le peuple sur place - les propriétaires des phosphates - n'est lui-même pas autorisé à voir ces avis, et n'est donc pas en capacité d'en évaluer la véracité. Il est ainsi impossible aux Sahraouis d'en interroger les termes de référence, la méthodologie ou les résultats.

Comme les avis doivent conclure que l'exploitation par le Maroc des ressources du peuple sahraoui est légitime, WSRW pense qu'il n'y a pas de raison de les cacher aux Sahraouis.

Quatre cabinets juridiques internationaux de lobbying sont auteurs de ces avis non divulgués.

Covington & Burling LLP est un cabinet juridique international qui conseille les multinationales. Il a des bureaux en Europe, aux États-Unis et en Chine. L'OCP est parmi ses clients.

Tant l'importateur belge BASF que l'importateur espagnol FMC Foret se référait à l'avis juridique préparé par Covington & Burling pour l'OCP, mais ne voulait pas divulguer le rapport. BASF avait (en novembre 2008), enjoint WSRW à contacter Covington & Burling pour toute question. WSRW avait essayé de communiquer avec l'entreprise en février 2008, sans recevoir aucune réponse. Contacté par téléphone pour demander un rendez-vous, Covington & Burling a répondu « nous ne collaborerons avec vous sur aucun sujet. Vous n'êtes pas notre client, et selon ce que nous savons, vous n'avez aucun intérêt ni participation dans notre cabinet. »¹¹⁴

Il est à noter que Covington & Burling voyage autour du monde pour défendre ce commerce comme éthique devant des actionnaires qui cherchent à désinvestir de l'une des entreprises qui importent du phosphate du Sahara Occidental.¹¹⁵

Plus récemment, le cabinet d'avocats **DLA Piper** a fait équipe avec la société **Palacio y Asociados** pour fournir à l'OCP un autre avis juridique justifiant leur commerce. Sur la base des déclarations des entreprises importatrices, ce second avis semble suivre l'analyse de l'avis de Covington & Burling, citant les avantages potentiels sur la « population locale » comme validation à l'exploitation et ensuite au commerce. Dans le cadre du travail sur l'avis juridique, DLA Piper avait également mandaté KPMG, une société de services professionnels, pour étudier les impacts économiques et sociaux des opérations d'OCP, et leur durabilité, « dans la région ».¹¹⁶

DLA Piper est un cabinet juridique international qui compte des bureaux dans 30 pays à travers les Amériques, l'Asie-Pacifique, l'Europe et le Moyen-Orient. Palacio y Asociados est dirigé par l'ancienne ministre espagnole aux Affaires étrangères et ancienne députée européenne Ana Palacio, et possède des bureaux à Madrid, Bruxelles et Washington.

WSRW a contacté les deux entreprises pour leur demander de partager leur avis juridique avec le peuple sahraoui. DLA Piper a répondu qu'il ne pouvait pas partager l'avis « écrit pour le bénéfice de Phosphates de Boucraa SA, et sa holding, l'Office Chérifien des Phosphates SA » en raison du privilège juridique de confidentialité.¹¹⁷ Ana Palacio, chef de Palacio y Asociados, a répondu pour exprimer son désaccord avec l'analyse de WSRW et s'est également référé à la confidentialité.¹¹⁸

En novembre 2015, PotashCorp a nommé le cabinet **Dechert LLP** et Palacio y Asociados en tant que co-auteurs d'un avis juridique. Dechert LLP est un cabinet juridique international, dont le siège est à Philadelphie, aux États-Unis, avec des bureaux dans 14 pays.

Jusqu'en août 2014, PotashCorp a indiqué DLA Piper en tant que partenaire de Palacio y Asociados. On ne sait pas si l'opinion Dechert-Palacio est différente de l'opinion DLA Piper-Palacio. Le chaînon manquant entre les deux pourrait être Miriam González Durántez, l'épouse du récent vice-Premier ministre britannique Nick Clegg, qui a représenté l'OCP quand elle travaillait à DLA Piper, mais qui aurait emporté le contrat OCP avec elle quand elle a déménagé pour Dechert. L'OCP aurait payé un montant estimé à 1,5 million de \$US pour des travaux effectués à la fois par Dechert et DLA Piper.¹¹⁹

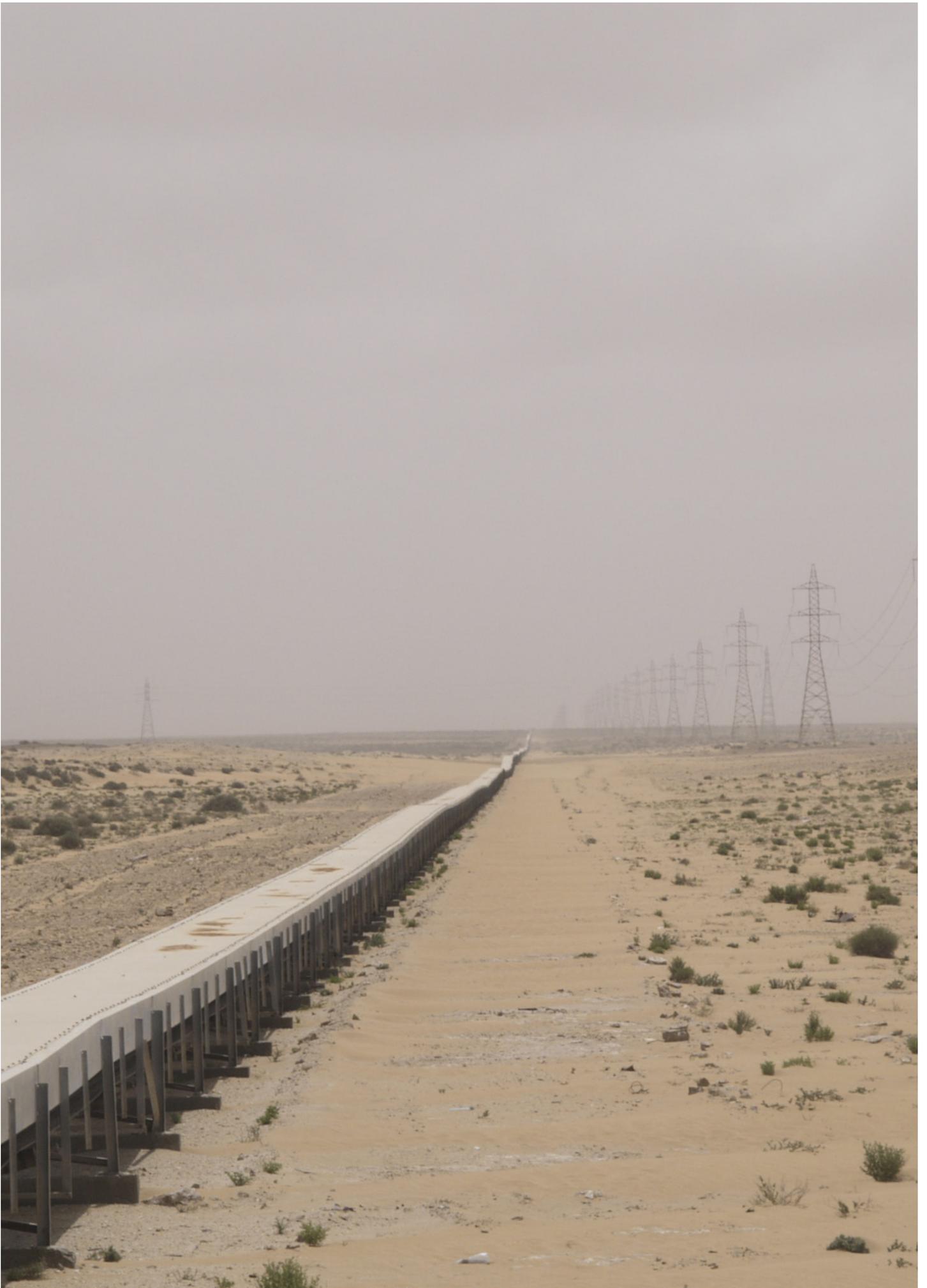
Dechert a répondu à la lettre de WSRW du 8 février 2016, qu'il ne pouvait pas divulguer son avis juridique réalisé pour l'OCP en raison de la clause confidentialité du client.¹²⁰

WSRW a demandé à Dechert et Palacio y Asociados si leur client consentirait à renoncer au privilège, puisque la confidentialité des avis juridiques était déjà abandonnée en rendant leur existence publique. WSRW n'a jamais reçu de réponse.

L'OCP n'a toujours pas répondu aux demandes des Sahraouis que soient partagées des copies des rapports en question.

The Bou Craa reserves are a gigantic, opencast mine, where the phosphate rock is scraped from the surface by excavation machines.





Lobby marocain : plus de poison dans la terre de l'UE

L'un des cabinets juridique de l'OCP, Dechert LLP, a été chargé de faire pression sur les institutions de l'UE contre la réglementation proposée par la Commission européenne en matière de cadmium. Sur la base de plusieurs évaluations des risques, la Commission européenne a voulu limiter l'exposition de la population de l'UE à ce métal lourd en raison de ses effets néfastes sur la santé, en particulier en ce qui concerne les causes de plusieurs types de cancer. En 2016, la Commission a proposé un règlement pour les engrais à base de phosphate, prévoyant une réduction par étapes du contenu en cadmium à 20 mg / kg sur une période de 12 ans.¹²¹ Les engrais phosphatés sont responsables de 60% des émissions actuelles de cadmium dans le sol et les cultures de l'Union Européenne, tel que documenté en février 2017 par le Département des politiques du Parlement européen.¹²²

En décembre 2018, la Commission de l'UE a annoncé que l'UE avait conclu un accord provisoire limitant à 60 mg la limite de cadmium dans les engrais. Une fois approuvé par le Parlement européen et le Conseil, l'accord sera immédiatement applicable dans tous les États membres de l'UE et deviendra obligatoire d'ici 2022. Quatre ans après sa mise en œuvre, la limite de cadmium sera réexaminée.¹²³ L'accord provisoire prévoit donc une limite supérieure à celle envisagée à la fois par la Commission européenne et par le Parlement européen, qui a approuvé en octobre 2017 la proposition initiale de la Commission, tout en proposant une période de retrait progressif plus longue.¹²⁴

Le minerai de phosphate géré par l'OCP - y compris celui du Sahara Occidental - contiendrait en moyenne entre 29,5 et 72,7 mg / kg.¹²⁵ Le Département des politiques du PE donne une image encore plus sombre, citant des niveaux de 38-200 mg Cd / kg de P₂O₅.

L'OCP a un chiffre d'affaires de 32% en Europe. Étant donné que le projet initial de règlement aurait entraîné l'annulation progressive de ce chiffre de vente, l'OCP a déclenché une intense contre-offensive. L'OCP fait valoir qu'il n'y a pas assez de preuve scientifique pour étayer l'idée de la nécessité de limiter les niveaux de cadmium et suggère que l'UE augmente même le taux de cadmium à 80 mg / kg, bien plus que la suggestion de la Commission européenne. Le 11 mai 2016, l'OCP a envoyé une lettre à la Commission, déclarant n'être pas d'accord avec la proposition. L'OCP a également déploré que « les principaux producteurs d'engrais [...] n'aient pas été consultés ».¹²⁶ Ironie quand on sait que l'OCP elle-même refuse de demander le consentement des habitants du Sahara Occidental pour piller le minerai de phosphate du territoire.

Aux côtés de Dechert, apparaît l'entreprise de relations publiques **Edelman**.¹²⁷ Edelman a travaillé pour le gouvernement marocain dans le passé, et apparaît dans la masse salariale du Centre maroco-américain de Politique (MACP), comme un agent enregistré du Royaume marocain.¹²⁸

Un convoyeur long de 100 Km transporte les phosphates de la mine de Bou Craa jusqu'à la côte. La bande de caoutchouc est entretenue par la société allemande Continental AG. Son contrat de maintenance expire le 20 juin 2020.

Recommandations

Au gouvernement du Maroc :

- De respecter le droit international et mettre fin immédiatement à la production et aux exportations de phosphates du Sahara Occidental occupé jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée au conflit.
- De respecter le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara Occidental à travers la coopération avec les Nations Unies pour un référendum pour le peuple du territoire.
- De dédommager le peuple sahraoui pour les bénéfices que le Maroc a perçu des ventes de minerai de phosphate provenant du territoire occupé illégalement.

Aux acheteurs des phosphates de la mine de Bou Craa :

- D'arrêter tous les achats des phosphates illégalement exportés du Sahara Occidental occupé.

Aux gouvernements de la Chine, de l'Inde et de la Nouvelle-Zélande :

- D'affirmer clairement aux entreprises concernées qu'elles doivent s'abstenir d'importer du Sahara Occidental et les aider à diversifier leurs sources d'approvisionnement.

Aux investisseurs :

- D'interpeller les compagnies citées, et de désinvestir tant que rien n'est fait pour cesser ces achats.

À Covington & Burling, Dechert, DLA Piper, KPMG, Edelman et Palacio y Asociados :

- De publier tous les rapports rédigés pour l'OCP qui déclarent justifier les activités de l'OCP au Sahara Occidental occupé et l'exportation illégale des phosphates sahraouis.
- De s'abstenir de défendre le pillage du territoire par le Maroc en mettant fin aux contrats dont le but de légitimer le maintien du pillage.

À l'Union européenne et ses États membres :

- D'évaluer le commerce des produits originaires du Sahara Occidental et d'adopter des politiques qui garantissent que ce commerce est conforme à l'arrêt de la Cour de justice de l'UE du 21 décembre 2016 et au devoir des États - en droit international - de ne pas reconnaître la souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental occupé.
- De développer des recommandations aux entreprises alertant des risques encourus, au niveau juridique et de probité, à conclure des affaires avec les intérêts marocains sur le territoire.
- De s'assurer que les entreprises européennes respectent les principes établis par l'arrêt de la Cour de justice de l'UE du 21 décembre 2016, en faisant que les entreprises européennes n'achètent pas de phosphates du Sahara Occidental.

Aux Nations Unies :

- De créer un mécanisme d'administration onusien pour surveiller ou au moins gérer les ressources et les revenus émanant des ressources naturelles du Sahara Occidental en attendant l'autodétermination du peuple sahraoui.

Notes

1. CIJ Avis consultatif, 16 Oct 1975, Sahara Occidental, Paragraphe 162, <http://www.icj-cij.org/docket/index.php?sum=323&pl=3&p2=4&case=61&p3=5>
2. Bureau Juridique ONU, S/2002/161, Lettre datée du 29 janvier 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques, Conseiller juridique <http://www.un.org/Docs/journal/asp/ws.asp?m=S/2002/161>
3. OCP SA, Prospectus - 20 avril 2015, p.91
4. Ibid, p. 89.
5. Ibid, p. 98.
6. Ibid, p. 91.
7. Ibid, p. 123.
8. OCP SA, Phosboucraa, <http://www.ocpgroup.ma/en/group/global-presence/subsidiaries/phosboucraa>
9. OCP SA, Prospectus - 20 avril 2015, p.33
10. WSRW.org, 25.11.2014, Le Maroc admet utiliser les ressources sahraouies à des fins politiques, <http://www.wsrw.org/all1x3072>
11. Fonds AP, 30.09.2013, Suède, Les fonds AP excluent quatre entreprises accusées de violation des conventions internationales, <http://www.ap4.se/etikradet/Etikradet.aspx?id=1094>
12. WSRW.org, 01.12.2014, Agrium en liste noire des investisseurs pour ses imports du Sahara, <http://www.wsrw.org/all1x3088>
13. MP Pension, Eksklusionsbeslutning - Groupe OCP, 17 janvier 2019, https://www.wsrw.org/files/dated/2019-03-21/mppension_17.01.2019_ocp.pdf
14. Fonds de Compensation commun au régime général de pension (FDC), FDC Exclusion List as of 23 November 2018, https://www.fdc.lu/fileadmin/file/fdc/Exclusion_list_20181123.pdf
15. Nykredit Realkredit Group, RI Transparency report 2018, p. 133. https://www.nykredit.com/siteassets/samfundsansvar/filer/public-transparency_report_nykredit-realkredit-group_2018.pdf
16. PGB Pensioenfond, Exclusion List Q1 2016 (Fixed Income), <http://www.pensioenfondspgb.nl/Documents/PGB%20Exclusion%20List%20Q1%202016%20Fixed%20Income.pdf>
17. Swedish National AP Funds, Ethical Council, Annual Report 2014, 9 April 2015, <http://media.etikradet.se/2015/04/150320-Etikr%C3%A5det-ENG-ver2.pdf>
18. Shelley, T. (2004), Endgame in the Western Sahara.
19. Hodges, T. (1983), Western Sahara, The Roots of a Desert War.
20. France Libertés, janvier 2003, Rapport : Mission Internationale d'Investigation au Sahara Occidental.
21. OCP SA, OCP Emission inaugurale d'emprunts pour un montant de 1,85 milliard de dollars US en deux parties et d'une maturité de 10 ans et de 30 ans, http://www.ocpgroup.ma/sites/default/files/communiques/CP_OCP_1_55_milliards_dollars_06052014_vFR_2_EN-GB.pdf
22. Business Wire, 15.04.2015, OCP successfully prices a US \$1 billion offering with a 10.5 year maturity at a 4.5% coupon, <http://www.businesswire.com/news/home/20150415006850/en/OCP-Successfully-Prices-1-Billion-Offering-10.5>
23. OCP Rapport annuel OCP 2015, p. 106 et p.154-159
24. OCP, Phosboucraa : Investir dans l'avenir des phosphates dans la région du Sahara, janvier 2013, http://www.ocpgroup.ma/sites/default/files/filiales/document/presentation_phosboucraa_fr.pdf
25. Phosboucraa, <https://www.recrute-phosboucraa.ma>. Voir aussi Medias24, OCP investira 18,8 milliards de DH à Phosboucraa et dans sa région, 8 novembre 2015, <http://www.medias24.com/ECONOMIE/ENTREPRISES/159383-OCP-investira-188-milliards-de-DH-a-Phosboucraa-et-dans-sa-region.html>
26. United States Geological Survey, 2013, Mineral Commodity Summary 2013, <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/mcs/2013/mcs2013.pdf>
27. OCP SA, Prospectus, p. 90.

28. OCP SA, Prospectus, p. 93.
29. OCP SA, Prospectus de mai 2018, p.164, <https://www.wsrw.org/a131x4493>
30. OCP SA, Prospectus, p. 89.
31. OCP SA Prospectus, p. 108.
32. WSRW.org, 21.01.2019, Coromandel: New buyer of conflict rock from occupied Western Sahara, <https://www.wsrw.org/a111x4424>
33. Conseil éthique, Fond de pension du Gouvernement Norvégien, Recommandation 26 septembre 2014, pour l'exclusion de Innophos Holdings Inc., http://www.etikkradet.no/files/2017/02/Recommandation_Innophos_Sept-2014_ENGLISH.pdf
34. WSRW, 02.11.2016, rapport "Electrifier le Pillage", <http://www.wsrw.org/a111x3617>
35. WSRW.org, 07.12.2018, SiemensGamesa prolonge massivement son contrat éolien, <https://www.wsrw.org/a251x4358>
36. WSRW, 26.05.2013, WSRW protests Swedish supplier for BouCraa, <http://www.wsrw.org/a217x2591>
37. WSRW à Atlas Copco, 27.03.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-03-27/2017.03.27_wsrw-atlascopco.pdf. La compagnie a répondu à WSRW le 10.04.2017 "comme indiqué dans la communication précédente, ainsi que sur notre site Web, Atlas Copco vend des produits à un client marocain qui possède également une mine située au Sahara Occidental. Atlas Copco a intensifié ses efforts pour détecter et garantir qu'aucune future vente indirecte ou directe dans ces régions ne soit destinée à des projets pouvant enfreindre le droit international. Atlas Copco se conforme toujours pleinement à toutes les lois, réglementations et sanctions commerciales. Il n'y a pas de nouvelles informations que nous puissions partager sur l'entreprise concernée ou le client." La compagnie a refusé d'aller plus loin sur les questions de WSRW.
38. WSRW.org, 06.06.2017, 15 questions à Atlas Copco : zéro réponse, <https://www.wsrw.org/a248x3907>
39. WSRW.org, 18.03.2019, courrier WSRW à Atlas Copco, 17 mars 2019, <https://www.wsrw.org/a131x4490>
40. Continental, STAHLCORD® ST 2500, Phosboucraa (Maroc), http://www.wsrw.org/files/dated/2017-04-11/continental_contitech_website_10.04.2016.jpg, Cour de Justice de l'Union Européenne, Cas C-104/16 P, Conseil/ Front POLISARIO, paragraphe 106 <http://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2016-12/cp160146fr.pdf>, Union Africaine, Avis juridique, 2015, http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2015/786&referer=/english/&Lang=F
41. WSRW à Continental, 29.03.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-03-29/2017.03.29_wsrw-continental.pdf
42. WSRW.org, 27.03.2018, Courrier de ContiTech à WSRW, 10 avril 2017, <http://www.wsrw.org/a246x4148>
43. WSRW.org, 15.06.2017, Les Sahraouis gagnent le 1er tour dans le dossier judiciaire <http://www.wsrw.org/a248x3913>
44. Groupe OCP : Navire arraisonné en Afrique du Sud : le Groupe OCP dénonce une grave ingérence politique <http://www.ocpgroup.ma/fr/media/corporate-news/navire-arraisonne-en-afrique-du-sud-le-groupe-ocp-denonce-une-grave-ingerence-p> (texte différent en anglais : OCP Group refuses to participate in South Africa Trial that undermines UN Resolution Process & International Law, 13.07.2017, <http://www.ocpgroup.ma/media/corporate-news/ocp-group-refuses-participate-south-africa-trial-undermines-un-resolution-proce>)
45. WSRW.org, La Cour Sud-africaine nie au Maroc la propriété du P sahraoui, 23.02.2018, <http://www.wsrw.org/a111x4101>
46. Pour en savoir plus sur l'arrestation, lire "Pillage intercepté - Le cas juridique de la saisie du phosphate du Sahara Occidental occupé commercialisé au niveau international" par Jeffrey Smith dans "Le profit avant la paix - Comment les intérêts commerciaux sapent l'autodétermination dans la dernière colonie en Afrique", 2018, E. Hagen, M. Pfeifer (eds), Sternberg Press.
47. Cour de Justice de l'Union Européenne, Jugement de la cour (Grande Chambre), 21 décembre 2016, Cas C-104/16 P, Conseil de l'Union Européenne contre Front Polisario, disponible sur : www.curia.europa.eu
48. WSRW.org, 25.04.2017, P pour Pillage 2016, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-05-25/ppourpillage_2016_fr_web.pdf
49. Ballance Agri-Nutrients, Rapport annuel 2007, http://www.wsrw.org/files/dated/2009-02-09/ballance_ar_2007.pdf
50. Otago Daily Times, 22.03.2010, Firm remembered with name of ship, <https://www.odt.co.nz/business/firm-remembered-name-ship>
51. WSRW estime particulièrement possible le lien Oetker/Furness Withy aux transports effectués par Furness Australia, Furness Hartlepool, Furness Karumba, Furness Melbourne, Furness Timika, Triton Stork, Santa Anna, Santa Isabella et Doric Victory.
52. Union maritime de l'Australie, 03.08.2008, déclaration de l'Union maritime australienne - concernant l'expédition de phosphate à bord du "Furness Karumba" http://www.wsrw.org/files/dated/2008-11-27/letter_au-maritime-union_karumba_20081126.pdf
53. Oetker, Signature du contrat de vente et d'achat, communiqué de presse, 14.03.2017, https://www.hamburgsud.com/group/en/corporatehome/press_media/releases/details/press_detail_page_909906.html
54. Maersk, 30.11.2017, Maersk salue Hamburg Süd à la clôture de l'accord <https://www.maerskline.com/news/2017/11/30/welcome-hamburg-sud>
55. WSRW.org, 23.06.2018, Maersk lâche les transports du minerai litigieux du Sahara occupé, <https://www.wsrw.org/a249x4189>
56. WSRW à A.M.Nomikos, 08.05.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-06-08/2017.05.08_wsrw-a.m.nomikos.pdf
57. WSRW.org, 28.02.2018, La compagnie maritime des Bermudes abandonne le Sahara Occidental, <http://www.wsrw.org/a111x4126>
58. South China Morning Post, 11.05.2008, Une ligne dans le sable, <http://www.scmp.com/article/637220/line-sand>
59. Sysla, 27.07.2015, <http://sysla.no/maritim/flere-rederier-har-klausul-mot-handel-ved-vest-sahara/>
60. Dagens Næringsliv, 13.04.2015, - En beklagelig glipp, <http://www.dn.no/nyheter/naringsliv/2015/04/13/2157/Shipping/-en-beklagelig-glipp>
61. vest-sahara.no, 24.03.2009, Rederier avstår fra Vest-Sahara-handel, <http://vest-sahara.no/a107x1213>
62. The Tyee, 14.10.2013, Canadian Agri-Business linked to Moroccan conflict mineral, <http://www.thetyee.ca/News/2013/10/14/Canadian-AgriBusiness-Morocco/>
63. Agrium Inc, 26.09.2011, Agrium executes long-term rock agreement with OCP SA., <https://www.agrium.com/en/investors/news-releases/2011/agrium-executes-long-term-rock-agreement-ocp-sa>
64. SHARE, 02.08.2018, Shareholders applaud end of Nutrien's Western Sahara sourcing, https://share.ca/nutrien_western_sahara/
65. Reuters, 25.01.2018, BRIEF - Nutrien CEO sees SQM stake sale by year end, <https://www.reuters.com/article/brief-nutrien-ceo-sees-sqm-stake-sale-by/brief-nutrien-ceo-sees-sqm-stake-sale-by-year-end-idUSL2N1PK1XC>
66. Nutrien, Nutrien's 2nd Quarter and 1st Half Results, <https://www.nutrien.com/investors/news-releases/2018-nutriens-2nd-quarter-and-1st-half-results-demonstrate-strength>
67. 28.05.2018, Des investisseurs black-listent Nutrien du fait du Sahara Occidental <https://www.wsrw.org/a251x4173>
68. Courrier de WSRW à Nutrien Ltd, 22.01.2019, https://www.wsrw.org/files/dated/2019-01-26/wsrw_nutrien_22.01.2019.pdf
69. Paradeep Phosphate Limited, About us, http://www.paradeepphosphates.com/index.php/page-news-choice-content_show-title-about_us
70. Business Maps of India, Paradeep Phosphates Limited (PPL), <http://business.mapsofindia.com/national-fertilizers/public/ppl.html>
71. WSRW, 04.03.2015, Paradeep Phosphates with suspicious purchase in 2011/2012, <http://www.wsrw.org/a228x3165>
72. WSRW.org, de WSRW à Paradeep, 21.02.2018, <http://www.wsrw.org/a249x4139>
73. Mindfull, Ballance Agri-Nutrients case study, <http://www.mindfull.nz/case-studies/2015/2/18/ballance>
74. Ballance Agri-Nutrients, rapport annuel 2007, http://www.wsrw.org/files/dated/2009-02-09/ballance_ar_2007.pdf

75. WSRW.org, 03.07.2008, Ballance Agri-Nutrients into politics, <http://www.wsrw.org/a128x773>
76. Voir le dernier courrier de WSRW à Ballance, 29.03.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-03-29/2017.03.21_wsrw-ballance.pdf
77. de Ballance à WSRW, 06.05.2014, http://www.wsrw.org/files/dated/2014-05-06/ballance-wsrw_06.05.2014.pdf
78. Stuff.co.nz, 12.09.2018, NZ can't shake its dangerous addiction to West Saharan phosphate, <https://www.stuff.co.nz/business/farming/106331828/nz-cant-shake-its-dangerous-addiction-to-west-saharan-phosphate>
79. Stuff.co.nz, 30.11.2018, Ravensdown asked to hand over \$7m to Sahawari Government, <https://www.stuff.co.nz/business/109007891/ravensdown-asked-to-hand-over-7m-to-sahawari-government>
80. WSRW.org, de WSRW à Ravensdown, 22.02.2018, <http://wsrw.org/a249x4137>
81. Stuff.co.nz, 30.11.2018, Ibid.
82. Stuff.co.nz, 12.09.2018, Ibid.
83. South China Morning Post, 20.07.2018, Sinofert Holdings, <https://www.scmp.com/topics/sinofert-holdings>
84. WSRW's letter to Sinofert Holdings Ltd, 22.01.2019, https://www.wsrw.org/files/dated/2019-01-26/wsrw-sinofert_22.01.2019.pdf
85. Coromandel International Limited, rapport annuel 2017-18, p. 16, <https://www.wsrw.org/files/dated/2019-01-12/coromandelannualreport2017-2018.pdf>
86. Courrier de WSRW à Coromandel International Ltd, 18.01.2019, https://www.wsrw.org/files/dated/2019-01-21/wsrw-coromandel_18.01.2019.pdf
87. Incitec Pivot Limited, About Incitec Pivot, <http://www.incitecpivot.com.au/about-us/about-incitec-pivot-limited/company-profile>
88. Incitec Pivot Limited, IPL Sustainability Report 2014, Products and Services, <http://www.incitecpivot.com.au/~media/Files/IPL/Sustainability/Online%20Report/Report%20Sections/Products%20and%20Services/Raw%20Materials.pdf>
89. WSRW.org, de WSRW à Incitec Pivot, 06.03.2018, <http://wsrw.org/a249x4133>
90. WSRW.org, Courrier de EuroChem à WSRW, 12.02.2016, http://wsrw.org/files/dated/2016-02-22/2016_02_12_eurochem_wsrw.pdf
91. Verslo žinios, 03.10.2016, Prašymai veltui: Lifosa* vI perka žaliavas iš okupuotos Vakar Sacharos, <http://vz.lt/sektoariai/pramone/2016/10/03/prasymai-veltui-lifosa-vel-perka-zaliavas-is-okupuotos-vakaru-sacharos>
92. WSRW.org, réponse de EuroChem à WSRW, 23.03.2017, <http://wsrw.org/a249x4135>
93. WSRW.org, de WSRW à Lifosa/EuroChem, 06.03.2018, <http://wsrw.org/a249x4134>
94. De EuroChem à WSRW, 28.03.2018, http://www.wsrw.org/files/dated/2018-04-05/eurochem-wsrw_dated28.03.2018_sent05.04.2018.pdf
95. 23.07.2018, Un acteur clé quitte la scène du phosphate sale du Sahara Occidental, <https://www.wsrw.org/a251x4236>
96. De WSRW à Innophos Holdings 01.03.2018, http://www.wsrw.org/files/dated/2018-03-01/2018.03.01_wsrw-innophos.pdf
97. WSRW.org, Norway ethical council recommends exclusion of Innophos, 04.02.2015, <http://www.wsrw.org/a240x3138>
98. Fonds de Compensation commun au régime général de pension, FDC Exclusion list, http://www.fdc.lu/fileadmin/file/fdc/Liste_d_exclusion_20161130.pdf
Danske Bank, Excluded Companies, <https://www.danskebank.com/en-uk/CSR/business/SRI/Pages/exclusionlist.aspx>
99. WSRW.org, de WSRW au Gouvernement du Venezuela, 08.03.2018, <http://wsrw.org/a249x4138>
100. WSRW.org, 11.08.2014, Tripoliven fait demi-tour : finalement il importe du Sahara Occidental, <http://www.wsrw.org/a231x2948>
101. WSRW.org, 08.04.2018, P pour Pillage 2016, http://www.wsrw.org/files/dated/2016-05-10/p_pour_pillage_2016.pdf
102. Agropolychim, Who we are, <http://www.agropolychim.bg/en/company/who-we-are/>
103. WSRW.org, 06.10.2008, courrier à Agropolychim, <http://wsrw.org/a128x892>
104. Narodno Delo, 10.01.2009, фриканицы топят „Агрополихим“ в подкрепа на окупационен режим, http://www.narodnodelo.bg/news.php?news=15913&arh_broy=10.01.2009
105. WSRW.org, 21.10.2013, Impact Fertilizers stoppe les importations de phosphate du Sahara, <https://www.wsrw.org/a230x2687>
106. WSRW.org, WSRW demande des réponses aux importateurs uruguayens, <http://wsrw.org/a159x1526>
107. WSRW.org, WSRW.org, 08.04.2012, Aucune importation de Nidera en Uruguay depuis 2009, <http://www.wsrw.org/a216x2281>
108. Une entreprise d'engrais « espère la libération du Sahara Occidental », 05.02.2009, <http://www.wsrw.org/a143x1069>
109. WSRW.org, 29.08.2010, Mosaic n'importe plus de phosphates du Sahara Occidental, <http://wsrw.org/a198x1573>
110. Bloomberg, 13.03.2015, Agrium Was No.1 Buyer of Phosphate From Western Sahara, <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-03-13/agrium-was-no-1-buyer-of-phosphate-from-western-sahara>
111. Norwatch, 23.10.2009, Phasing out phosphate imports, <http://www.wsrw.org/a141x1263>
112. WSRW.org, 09.10.2008, La Belgique impliquée dans le commerce illégal de phosphate, <http://www.wsrw.org/a139x896>
113. WSRW.org, Lettre de BASF à WSRW, 30.10.2008, BASF will not repeat Western Sahara imports http://www.wsrw.org/files/dated/2014-04-24/basf_wsrw_30.10.2008.jpg
114. WSRW.org, 24.11.2008, Un cabinet juridique américain refuse le dialogue, <http://www.wsrw.org/a139x951>
115. WSRW.org, 08.12.2011, Un cabinet de juriste américain continue son lobby pro-occupation, <http://www.wsrw.org/a207x2194>
116. PotashCorp, aout 2014, minerai de phosphate du Sahara Occidental
117. WSRW.org, 06.03.2015, correspondance WSRW - DLA Piper, <http://www.wsrw.org/a240x3182>
118. WSRW.org, 06.03.2015, correspondance WSRW - Palacio y Asociados, février 2015, <http://www.wsrw.org/a240x3181>
119. Daily Mail, 14.04.2012, Miriam Clegg paid £400 an hour by mining giant accused of trampling on rights of Saharan tribesmen, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2129900/Miriam-Clegg-paid-400-hour-mining-giant-accused-trampling-rights-Saharan-tribesmen.html>
120. WSRW.org, 22.02.2016, correspondance WSRW / Dechert LLP, <http://wsrw.org/a243x3402>
121. Commission européenne, 17.03.2016, Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives à la mise à disposition sur le marché des fertilisants porteurs du marquage CE et modifiant les règlements (CE) n° 1069/2009 et (CE) n° 1107/2009 <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/EN/1-2016-157-EN-F1-1.PDF>
122. European Parliament Policy Department, Economic and Scientific Policy, February 2017, Scientific aspects underlying the regulatory framework in the area of fertilizers – state of play and future reforms, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/595354/IPOL_IDA\(2016\)595354_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/595354/IPOL_IDA(2016)595354_EN.pdf)
123. European Commission, 12.12.2018, Press Release: Agreement on Commission proposal to boost the use of organic and waste-based fertilisers, http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-6161_en.htm
124. WSRW.org, 23.02.2018, Les États membres de l'UE sont en désaccord sur les engrais toxiques, <https://www.wsrw.org/a251x4100>
125. TelQuel, 10.10.2016, Union européenne : menace sur les phosphates marocains, http://www.telquel.ma/2016/10/10/union-europeenne-menace-les-phosphates-marocains_1517842
126. WSRW, 10.03.2017, Maroc en faveur des métaux toxiques dans l'agriculture européenne, <https://www.wsrw.org/a248x3776>
127. Africa Intelligence, 23.03.2017, OCP prepares cadmium offensive in Brussels, <https://www.africaintelligence.com/MCE/business-circles/2017/03/23/ocp-prepares-cadmium-offensive-in-brussels,108227133-ART>
128. Voir les communiqués de presse de la MACP qui se terminent par l'avertissement: "Ce matériel est distribué par DJE, Inc. et le Centre maroco-américain pour la politique au nom du Gouvernement marocain. Des informations supplémentaires sont disponibles au ministère de la Justice à Washington, DC. "DJE signifie Daniel J. Edelman. Voir par exemple <http://www.prnewswire.com/news-releases/morocco-pursues-a-4th-round-of-peaceful-negotiations-despite-polisario-stalling-56929402.html>

Affréteur : l'entreprise qui a conclu un accord avec le gérant ou le propriétaire ou le gestionnaire d'un navire pour l'utilisation de ce navire.

Port en lourd (TPI ou DWT) : le poids (en tonnes) que le navire peut transporter. 90 à 97% de cette capacité est la cargaison réelle. Le reste constitue le combustible de soute, les ravitaillements, l'eau, etc.

Pavillon : un navire bat pavillon du pays dans lequel il est enregistré, ce qui n'est souvent pas le pays dans lequel les entreprises dirigeantes ou propriétaires sont basées. De nombreux navires possédés et gérés par des entreprises basées dans des pays occidentaux sont enregistrés dans des pays qui ont un « registre ouvert ». On dit que les navires voguent sous « pavillon de complaisance ». Il n'y a pas de véritable lien entre ces navires et le pavillon du registre. La plupart des navires cités dans ce rapport battent de tels pavillons.

Opérateur : la société qui gère le navire, techniquement et/ou commercialement. Le gestionnaire peut être différent du propriétaire, bien que certains propriétaires gèrent leurs propres navires.

Propriétaire enregistré : la société qui est au moins propriétaire du navire. Le problème est qu'un navire possède souvent un propriétaire inscrit dont les actifs totaux ne sont que le navire concerné. La société pourrait bien appartenir à une autre société qui possède également un certain nombre d'autres « sociétés à un seul navire ». Cette société peut, à son tour, être la propriété d'une autre entreprise. Le nom et l'adresse de la société qui est la propriétaire enregistrée du navire sont facilement disponibles. Cependant, il est beaucoup plus difficile de connaître les détails du « bénéficiaire effectif », c'est-à-dire la société qui se trouve à la fin d'une chaîne de propriétaires.

P&I Club : assurance protection et indemnité, plus connue sous le nom d'assurance "P & I", est une forme mutuelle d'assurance maritime organisée par un Club P & I. Un P & I Club offre une couverture pour les risques que les assureurs traditionnels sont réticents à assurer. La couverture typique P & I comprend : les risques éventuels d'un transporteur pour les dommages causés à la cargaison pendant le transport ; les risques de guerre ; les risques de dommages environnementaux tels que les déversements de pétrole et la pollution.

Annexe 2 :

N°	Nom de navire	Pavillon	Départ du Sahara Occidental	Destination	Arrivée	Détails sur le navire	Cargaison en tonnes, estimation	Propriétaire enregistré	Adresse du propriétaire	Nationalité du propriétaire	Propriétaire du groupe
1	An Ning	Hong Kong	22/01/2018	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	14/02/2018	IMO # 9407859 MMSI 477192700 55,256 DWT	53000	Glory Land Shipping Ltd	Care of COSCO (HK) Shipping Co Ltd, 33rd Floor, Tower 2, Kowloon Commerce Centre, 51, Kwai Cheong Road, Kwai Chung, New Territories, Hong Kong, Chine	Hong Kong	Chine COSCO Shipping Corp Ltd (Chine Cosco Shipping Group) (COSCO Shipping) (COSCOCS)
2	Hinode Maru	Panama	01/02/2018	Tauranga, Nouvelle-Zélande (Ballance Agri-Nutrients Ltd.)	22/03/2018	IMO # 9650169 MMSI 373969000 58,630 DWT	56000	Hinode Kaiun Co Ltd, Mansei Kaiun Co Ltd & Sunmarine Maritime SA	Care of Hinode Kaiun KK, 27-1, Higashi 1-chome, Kawajiri-cho, Kure-shi, Hiroshima-ken, 737-2607, Japon	Japon	Hinode Kaiun KK
3	Triton Swan	Panama	16/03/2018	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	27/04/2018	IMO # 9632985 MMSI 353506000 61,457 DWT	59000	Triton Navigation BV	Strawinskylaan 901, 1077 XX Amsterdam, Pays-Bas	Pays-Bas	Triton Navigation BV
4	African Sunbird	Panama	20/03/2018	Tauranga/Napier, Nouvelle-Zélande (Ravensdown Ltd.)	07/05/2018	IMO # 9397884 MMSI 354222083 55,688 DWT	53000	Moon Rise Shipping Co SA	Care of Nagashiki Shipping Co Ltd (Nagashiki Kisen KK), 2776-2, Konoshimasotoura Kasaoka-shi, Okayama-ken, 714-0034, Japon	Panama	Nagashiki Shipping Co Ltd (Nagashiki Kisen KK)
5	Ultra Passion	Panama	29/03/2018	Vancouver, Canada (Nutrien Ltd.)	16/05/2018	IMO # 9811907 MMSI 353718000 63,472 DWT	61000	Barro Colorado Shipping Co SA	Care of Keiyo Kisen KK (Keiyo Kisen Kaisha Ltd), 112, Hashihama 1-chome, Imabari-shi, Ehime-ken, 799-2118, Japon	Panama	Inconnu
6	Zeyno	Malte	04/04/2018	Geismar, United States (Nutrien Ltd.)	02/05/2018	IMO # 9700421 MMSI 229698000 63,064 DWT	60000	Zeyno Maritime Ltd	Care of GSD Denizcilik Gayrimenkul Insaat Sanayi ve Ticaret AS, Kaptan Rifat Sokak 3, Aydinevler Mah, Maltepe, 34854 Istanbul, Turquie	Malte	GSD Holding AS
7	Bi Jia Shan	Hong Kong	13/04/2018	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	10/05/2018	IMO # 9632272 MMSI 477847500 56,625 DWT	54000	Yin Lu Shipping Co Ltd	Care of COSCO Shipping Seafarer Management Co Ltd, Room A-1309, 188, Yesheng Lu, Pilot Free Trade Zone, Pudong Xinqu, Shanghai, 200120, Chine	Hong Kong	COSCO Shipping Energy Transportation Co Ltd
8	Ultra Agility	Panama	25/04/2018	Vancouver, Canada (Nutrien Ltd.)	06/06/2018	IMO # 9758741 MMSI 374900000 61,213 DWT	59000	MIF I No 12 K/S	Strandvejen 70, Hellerup, Danemark	Danemark	Navigare Capital Partners A/S
9	Doric Victory	Grèce	04/05/2018	Tauranga, Nouvelle-Zélande (Ballance Agri-Nutrients Ltd.)	29/06/2018	IMO # 9425887 MMSI 241013000 58,091 DWT	56000	Ocean Harmony Navigation Inc	Care of Chios Navigation (Hellas) Ltd, 1-3, Filellinon Street, 185 36 Piraeus, Athens, Grèce	Liberia	Chios Navigation (Hellas) Ltd

Les compagnies maritimes impliquées dans le transport controversé des phosphates, du 1er janvier au 31 décembre 2018

WSRW a contacté des opérateurs représentant les 33 navires. Les courriers de WSRW, et les réponses reçues sont sur la page <http://www.wsrw.org/a105x4488>

Nationalité enregistrée du groupe propriétaire	Propriétaire du groupe, nationalité de la participation majoritaire	Opérateur	Adresse de l'opérateur	Nationalité de l'opérateur	Opérateur - nationalité d'enregistrement	Courriel de l'opérateur	Site internet de l'opérateur	P&I Club
Chine	Chine	COSCO (HK) Shipping Co Ltd	33rd Floor, Tower 2, Kowloon Commerce Centre, 51, Kwai Cheong Road, Kwai Chung, New Territories, Hong Kong, Chine	Chine	Hong Kong	hkop@coscochs.com.hk, xuchao@coscochs.com	www.coscochs.com.hk	GB P&I Club
Japon	Japon	Hinode Kaiun KK	27-1, Higashi 1-chome, Kawajiri-cho, Kure-shi, Hiroshima-ken, 737-2607, Japon	Japon	Japon			Britannia Steam Ship
Pays-Bas	Pays-Bas	Triton Navigation BV	Strawinskylaan 901, 1077 XX Amsterdam, Pays-Bas	Pays-Bas	Pays-Bas			The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association
Japon	Japon	MUR Shipping BV	Tower H, World Trade Center Amsterdam, Zuidplein 164, 1077 XV Amsterdam, Pays-Bas	Pays-Bas	Pays-Bas	enquiries@murship.com	www.murship.com	Japon Ship Owners Mutual P&I
Inconnu	Inconnu	Ultrabulk A/S (Ultrabulk MPP)	Smakkedalen 6, 2820 Gentofte, 0, Danemark	Chile	Danemark	smax.cph@ultrabulk.com	www.ultrabulk.com	Japon Ship Owners Mutual P&I
Turquie	Turquie	GSD Denizcilik Gayrimenkul Insaat Sanayi ve Ticaret AS	Kaptan Rifat Sokak 3, Aydinevler Mah, Maltepe, 34854 Istanbul, Turquie	Turquie	Turquie		www.gsdmarin.com.tr	GARD AS
Chine	Chine	COSCO Shipping Seafarer Management Co Ltd	Room A-1309, 188, Yesheng Lu, Pilot Free Trade Zone, Pudong Xinqu, Shanghai, 200120, Chine	Chine	Chine	wdg@cnshipping.com	www.csisc.com.cn	The Swedish Club
Danemark	Danemark	Ultrabulk A/S (Ultrabulk MPP)	Smakkedalen 6, 2820 Gentofte, 0, Danemark	Chile	Danemark	smax.cph@ultrabulk.com	www.ultrabulk.com	North of England P&I Assoc
Liberia	Grèce	Chios Navigation (Hellas) Ltd	1-3, Filellinon Street, 185 36 Piraeus, Athens, Grèce	Grèce	Liberia	operations@chiosnav.com		GB P&I Club

No	Nom de navire	Pavillon	Départ du Sahara Occidental	Destination	Arrivée	Détails sur le navire	Cargaison en tonnes, estimation	Propriétaire enregistré	Adresse du propriétaire	Nationalité du propriétaire	Propriétaire du groupe
10	Ocean Century	Malte	06/05/2018	Napier/Dunedin/Wellington/Tauranga, Nouvelle-Zélande (Ravensdown Ltd.)	16/06/2018	IMO # 9485033 MMSI 248162000 55,848 DWT	53000	Aska Marine Ltd	Care of FML Ship Management Ltd, Office 601, Ghinis Building, 58-60, Digeni Akrita Avenue, 1061 Nicosia, Chypre	Malte	Inconnu
11	Desert Osprey	Iles Marshall	08/05/2018	Vancouver, Canada (Nutrien Ltd.)	25/06/2018	IMO # 9712955 MMSI 538006212 55,837 DWT	53000	Lazio Shipping & Investment Ltd	Care of Atlantic Bulk Carriers Management Ltd, 41-43, Akti Miaouli, 185 35 Piraeus, Athens, Grèce	Iles Marshall	Atlantic Bulk Carriers Management Ltd
12	Mackenzie	Iles Marshall	17/05/2018	Geismar, United States (Nutrien Ltd.)	01/06/2018	IMO # 9703588 MMSI 538006411 63,226 DWT	61000	Jasmine Shipping LLC	Care of Starbulk SA, 40, Agiou Konstantinou Street, Marousi, 151 24 Athens, Grèce	Iles Marshall	Star Bulk Carriers Corp
13	Ultra Integrity	Iles Marshall	09/06/2018	Vancouver, Canada (Nutrien Ltd.)	22/07/2018	IMO # 9748083 MMSI 538006751 61,181 DWT	59000	EK Line SA & Ehime Kaiun Co Ltd	Care of Ehime Kaiun Co Ltd (Ehime Kaiun KK), 1-3, Ebi-su-cho 2-chome, Imabari-shi, Ehime-ken, 794-0031, Japon	Japon	Ehime Kisen KK
14	Desert Moon	Iles Marshall	17/06/2018	Vancouver, Canada (Nutrien Ltd.)	06/08/2018	IMO # 9543770 MMSI 538004585 63,064 DWT	60000	Seville Shipping & Investement	Care of Atlantic Bulk Carriers Management Ltd, 41-43, Akti Miaouli, 185 35 Piraeus, Athens, Grèce	Iles Marshall	Atlantic Bulk Carriers Mgmt
15	Pisti	Liberia	27/06/2018	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	24/07/2018	IMO # 9456367 MMSI 636014862 56,898 DWT	54000	Monza Navigation Inc	Care of Goldenport Shipmanagement Ltd, 41, Athinas Avenue, Vouliagmeni, 166 71 Athens, Grèce	Liberia	Goldenport Shipmanagement Ltd
16	Ultra Dwarka	Panama	15/07/2018	Vancouver, Canada (Nutrien Ltd.)	15/10/2018	IMO # 9615157 MMSI 373403000 61,395 DWT	59000	Shoei Kisen Kaisha Ltd & Paraiso Shipping SA	Care of Shoei Kisen Kaisha Ltd (Shoei Kisen Co Ltd), 4-52, Kora-cho 1-chome, Imabari-shi, Ehime-ken, 799-2111, Japon	Japon	
17	IC Phoenix	Panama	24/07/2018	Tauranga/Bluff, Nouvelle-Zélande (Ballance Agri-Nutrients Ltd.)	11/09/2018	IMO # 9738961 MMSI 352082000 61,266 DWT	59000	IC United SA	Care of World Marine Co Ltd, 8th Floor, Kanpai Building, 22-27, Higashigotanda 5-chome, Shinagawa-ku, Tokyo, 141-0022, Japon	Panama	Chiba Shipping Co Ltd
18	Summer-time Dream	Iles Marshall	03/08/2018	Vancouver, Canada (Nutrien Ltd.)	21/09/2018	IMO # 9687100 MMSI 538005357 56,104 DWT	54000	Scorpio Carriers Ltd	Hong Kong, Chine	Hong Kong	Attic Forest AS
19	Lady Givi	Panama	06/08/2018	Geismar, United States (Nutrien Ltd.)	25/08/2018	IMO # 9389277 MMSI 353445000 81,791 DWT	79000	Elfland Corp	Care of Western Shipping Pte Ltd, 15-01, Keppel Towers, 10, Hoe Chiang Road, Singapour 089315	Liberia	Western Shipping Pte Ltd
20	Naess Endurance	Iles Marshall	12/08/2018	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	06/09/2018	IMO # 9721334 MMSI 538006036 63,638 DWT	62000	Naess Acquisitions Four LLC	Care of Doris Maritime Services SA, route des Jeunes, 35, 1227 Carouge, Suisse	Iles Marshall	Doris Maritime Services SA
21	Bomar Oyster	Liberia	24/08/2018	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	25/09/2018	IMO # 9391610 MMSI 636013821 56,548 DWT	54000	Bomar G LLC	Care of Hanseatic Unity Chartering (HU) GmbH & Co KG, Zirkusweg 3, 20359 Hamburg, Allemagne	Iles Marshall	Borealis Maritime Ltd
22	WP Ambition	Iles Marshall	05/09/2018	Napier, Nouvelle-Zélande (Ravensdown Ltd.)	14/10/2018	IMO # 9690509 MMSI 538007830 55,865 DWT	53000	WPI International SA	Care of Korea Ship Finance Co Ltd (KSF), 1st Floor, Bubang Building, 156-1, Samseong-dong, Gangnam-gu, Seoul, Corée du sud	Iles Marshall	Korea Ship Finance Co Ltd

Nationalité enregistrée du groupe propriétaire	Propriétaire du groupe, nationalité de la participation majoritaire	Opérateur	Adresse de l'opérateur	Nationalité de l'opérateur	Opérateur - nationalité d'enregistrement	Courriel de l'opérateur	Site internet de l'opérateur	P&I Club
Inconnu	Inconnu	FML Ship Management Ltd	Office 601, Ghinis Building, 58-60, Digeni Akrita Avenue, 1061 Nicosia, Chypre	Hong Kong	Chypre	fleet-cy-tech@fleetship.com	www.fleetship.com	The Standard Club
Iles Marshall	Grèce	Atlantic Bulk Carriers Management Ltd	41-43, Akti Miaouli, 185 35 Piraeus, Athens, Grèce	Grèce	Iles Marshall	atlanticbulk@atlantic-bulk.gr	atlanticbulkcarriers.com	The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association
Iles Marshall	Grèce	Starbulk SA	40, Agiou Konstantinou Street, Marousi, 151 24 Athens, Grèce	Grèce	Liberia	msq@starbulk.com		Britannia Steam Ship
Japon	Japon	Ultrabulk A/S (Ultrabulk MPP)	Smakkedalen 6, 2820 Gentofte, 0, Danemark	Chile	Danemark	smax.cph@ultrabulk.com	www.ultrabulk.com	Japon Ship Owners Mutual P&I
Iles Marshall	Grèce	Atlantic Bulk Carriers Mgmt	41-43, Akti Miaouli, 185 35 Piraeus, Athens, Grèce	Grèce	Iles Marshall	atlanticbulk@atlantic-bulk.gr	atlanticbulkcarriers.com	Britannia Steam Ship
Grèce	Grèce	Goldenport Shipmanagement Ltd	41, Athinas Avenue, Vouliagmeni, 166 71 Athens, Grèce	Grèce	Grèce	contact@goldenport.gr	www.goldenport.gr	Inconnu
		Ultrabulk A/S (Ultrabulk MPP)	Smakkedalen 6, 2820 Gentofte, 0, Danemark	Chile	Danemark	smax.cph@ultrabulk.com	www.ultrabulk.com	Japon Ship Owners Mutual P&I
Japon	Japon	World Marine Co Ltd	8th Floor, Kanpai Building, 22-27, Higashigotanda 5-chome, Shinagawa-ku, Tokyo, 141-0022, Japon	Japon	Japon	shipmd@worldm.co.jp	www.worldm.co.jp	GB P&I Club
Norvège	Norvège	Scorpio Carriers Ltd	Hong Kong, Chine	Norvège	Hong Kong			The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association
Singapour	Singapour	Western Shipping Pte Ltd	15-01, Keppel Towers, 10, Hoe Chiang Road, Singapour 089315	Singapour	Singapour	info@westship.com.sg	www.westernshipping.sg	GB P&I Club
Suisse	Suisse	Doris Maritime Services SA	route des Jeunes, 35, 1227 Carouge, Suisse	Suisse	Suisse	doris@doris.ch	doris.ch	The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association
Royaume-Uni	Royaume-Uni	Borealis Maritime Ltd	139, Piccadilly, London, W1J 7NU, Royaume-Uni	Royaume-Uni	Royaume-Uni	info@borealismaritime.com	www.borealismaritime.com	GARD AS
Corée du sud	Corée du sud	Korea Ship Finance Co Ltd	1st Floor, Bubang Building, 156-1, Samseong-dong, Gangnam-gu, Seoul, Corée du sud	Corée du sud	Corée du sud	jhwon@koreashipfinance.com	www.koreashipfinance.com	Japon Ship Owners Mutual P&I

N°	Nom de navire	Pavillon	Départ du Sahara Occidental	Destination	Arrivée	Détails sur le navire	Cargaison en tonnes, estimation	Propriétaire enregistré	Adresse du propriétaire	Nationalité du propriétaire	Propriétaire du groupe
23	Desert Harrier	Iles Marshall	22/09/2018	Vancouver, Canada (Nutrien Ltd.)	08/12/2018	IMO # 9756626 MMSI 538007521 60,447 DWT	58000	Genoa Shipping & Investment Ltd	Care of Atlantic Bulk Carriers Management Ltd, 41-43, Akti Miaouli, 185 35 Piraeus, Athens, Grèce	Iles Marshall	Atlantic Bulk Carriers Management Ltd
24	Amoy Action	Hong Kong	05/10/2018	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd) and Lianyungang, Chine (Sinofert Holdings Ltd)	03/11/2018	IMO # 9583627 MMSI 477903500 56,873 DWT	54000	Action Maritime Ltd	Care of Amoyshipping Maritime Co Ltd, 26H, 99, Lujiang Dao, Siming Qu, Xiamen, Fujian, 361001, Chine	Hong Kong	Amoyshipping Maritime Co Ltd
25	Ocean Adore	Hong Kong	07/10/2018	Tauranga/Invercargill/Napier, Nouvelle-Zélande (Ravensdown Ltd.)	25/11/2018	IMO # 9740122 MMSI 477131800 63,647 DWT	60000	Ocean Adore Shipping Ltd	Care of Huayang (Hong Kong) Shipping Ltd, Room 12, Block 2, 23rd Floor, Lippo Centre, 89, Queensway, Central, Hong Kong, Chine.	Hong Kong	Minsheng Financial Leasing Co Ltd
26	Trade Resource	Liberia	19/10/2018	Lianyungang, Chine (Sinofert Holdings Ltd)	28/11/2018	IMO # 9693410 MMSI 6360118913 82,031 DWT	79000	Acraco Shipping Inc	Care of Marmaras Navigation Ltd, 58B, Zefyrou Street, Palaio Faliro, 175 64 Athens, Grèce	Liberia	Marmaras Navigation Ltd
27	Triton Valk	Panama	21/10/2018	Napier, Nouvelle-Zélande (Ravensdown Ltd.)	29/11/2018	IMO # 9409077 MMSI 356829000 55,651 DWT	53000	Triton Navigation BV	Strawinskykylan 901, 1077 XX Amsterdam, Pays-Bas	Pays-Bas	Triton Navigation BV
28	Ultra Innovation	Panama	24/10/2018	Vancouver, Canada (Nutrien Ltd.)	04/12/2018	IMO # 9767481 MMSI 3744883000 61,188 DWT	59000	La Darien Navegacion SA	Care of Shoei Kisen Kaisha Ltd (Shoei Kisen Co Ltd), 4-52, Kora-cho 1-chome, Imabari-shi, Ehime-ken, 799-2111, Japon	Panama	Shoei Kisen Kaisha Ltd (Shoei Kisen Co Ltd)
29	Ultra Excellence	Panama	02/11/2018	Vancouver, Canada (Nutrien Ltd.)	23/12/2018	IMO # 9767493 MMSI 353272000 61,214 DWT	59000	San Clemente Shipping SA & Tokyo Sangyo Kaisha Ltd	Care of Shoei Kisen Kaisha Ltd (Shoei Kisen Co Ltd), 4-52, Kora-cho 1-chome, Imabari-shi, Ehime-ken, 799-2111, Japon	Panama	Shoei Kisen Kaisha Ltd (Shoei Kisen Co Ltd)
30	SFL Hudson	Iles Marshall	08/12/2018	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	11/01/2019	IMO # 9525821 MMSI 538004096 56,836 DWT	54000	SFL Hudson Inc	Care of Bernhard Schulte Shipmanagement (Singapour) Pte Ltd, 08-00, Bernhard Schulte House, 108, Middle Road, Singapour 188967	Iles Marshall	Ship Finance International Ltd (SFL)
31	SBI Jaguar	Iles Marshall	18/11/2018	Visakhapatnam, Inde (Coromandel Ltd) and Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	16/01/2019	IMO # 9700055 MMSI 5380077799 63,514 DWT	62000	SBI Jaguar Shipping Co Ltd	Care of Scorpio Commercial Management SAM, Le Millennium, 9, boulevard Charles III, 98000 Monaco-Ville, Monaco	Iles Marshall	Scorpio Commercial Management SAM
32	Genco Weatherly	Liberia	28/12/2018	Vancouver, Canada (Nutrien Ltd.)	20/02/2019	IMO # 9689172 MMSI 636016497 61,556 DWT	59000	Genco Weatherly Ltd	Care of Genco Ship Management LLC, 20th Floor, 299, Park Avenue, New York NY 10171-0002, USA	Iles Marshall	Genco Shipping & Trading Ltd (GENCO)
33	Zeyno	Malte	30/12/2018	Vancouver, Canada (Nutrien Ltd.)	10/03/2019	IMO # 9700421 MMSI 229698000 63,064 DWT	60000	Zeyno Maritime Ltd	Care of GSD Denizcilik Gayrimenkul Insaat Sanayi ve Ticaret AS, Kaptan Rifat Sokak 3, Aydinievler Mah, Maltepe, 34854 Istanbul, Turquie	Malte	GSD Holding AS

Nationalité enregistrée du groupe propriétaire	Propriétaire du groupe, nationalité de la participation majoritaire	Opérateur	Adresse de l'opérateur	Nationalité de l'opérateur	Opérateur - nationalité d'enregistrement	Courriel de l'opérateur	Site internet de l'opérateur	P&I Club
Grèce	Grèce	Atlantic Bulk Carriers Management Ltd	41-43, Akti Miaouli, 185 35 Piraeus, Athens, Grèce	Grèce	Iles Marshall	atlanticbulk@atlanticbulk.gr	www.atlanticbulkcarriers.com	The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association
Chine	Chine	Amoysailing Maritime Co Ltd	26H, 99, Lujiang Dao, Siming Qu, Xiamen, Fujian, 361001, Chine	Chine	Chine	management@amoysailing.com	www.amoysailing.com	Chine Ship-owners Mutual Assurance Association
Chine	Chine	Huayang (Hong Kong) Shipping Ltd	Room 12, Block 2, 23rd Floor, Lippo Centre, 89, Queensway, Central, Hong Kong, Chine	Chine	Hong Kong			The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association
Grèce	Grèce	Marmaras Navigation Ltd	58B, Zefyrou Street, Palaio Faliro, 175 64 Athens, Grèce	Grèce	Liberia	safety@marmaras-nav.gr	www.marmaras-nav.gr	The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association
Pays-Bas	Pays-Bas	Triton Navigation BV	Strawinskylaan 901, 1077 XX Amsterdam, Pays-Bas	Pays-Bas	Pays-Bas			The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association
Japon	Japon	Ultrabulk A/S (Ultrabulk MPP)	Smakkedalen 6, 2820 Gentofte, 0, Danemark	Chile	Danemark	smax.cph@ultrabulk.com	www.ultrabulk.com	North of England P&I Assoc
Japon	Japon	Ultrabulk A/S (Ultrabulk MPP)	Smakkedalen 6, 2820 Gentofte, 0, Danemark	Chile	Danemark	smax.cph@ultrabulk.com	www.ultrabulk.com	North of England P&I Assoc
Bermudes	Bermudes	Hyundai Glovis Co Ltd	512, Yeongdong-daero, Gangnam-gu, Seoul, 06172, Corée du sud	Corée du sud	Corée du sud	webmaster@glovis.net	www.glovis.net	SKULD
Monaco	Monaco	Scorpio Commercial Management SAM	Le Millenium, 9, boulevard Charles III, 98000 Monaco-Ville, Monaco	Monaco	Monaco	info@scorpio.mc	www.scorpio.mc	Steamship Mutual
USA	USA	Genco Ship Management LLC	20th Floor, 299, Park Avenue, New York NY 10171-0002, USA	USA	USA	operations@gencoshipping.com	www.gencoshipping.com	SKULD
Turquie	Turquie	GSD Denizcilik Gayrimenkul Insaat Sanayi ve Ticaret AS	Kaptan Rifat Sokak 3, Aydinevler Mah, Maltepe, 34854 Istanbul, Turquie	Turquie	Turquie		www.gsdmarin.com.tr	GARD AS

“En revanche, la Cour conclut que les éléments et renseignements portés à sa connaissance n'établissent l'existence d'aucun lien de souveraineté territoriale entre le territoire du Sahara Occidental d'une part, le Royaume du Maroc ou l'ensemble mauritanien d'autre part. La Cour n'a donc pas constaté l'existence de liens juridiques de nature à modifier l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale de Nations Unies quant à la décolonisation du Sahara Occidental et en particulier l'application du principe d'autodétermination grâce à l'expression libre et authentique de la volonté des populations du territoire.”

Cour Internationale de Justice,
le 16 octobre 1975

ISBN

978-82-93425-29-8